



La Commune

Paraît
chaque
Vendredi

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

Le décor " Front Populaire " est balayé

Le Front Populaire n'a pas fait faillite
Il a rempli son rôle de

Fourrier du fascisme !



Le capital financier range, avec soin, le décor « Front Populaire » ; la combinaison des sommets parlementaires réalisée pour freiner l'élan révolutionnaire des masses, pour rendre les usines aux patrons, semble maintenant pour la bourgeoisie, coûteuse et superflue. Les vieux valets de la social-démocratie qui se résignent à toutes les phrases révolutionnaires pour mieux empêcher la révolution, les jeunes valets stalinien devenus les partisans masqués d'une entente avec la bourgeoisie, ont joué, sous la forme Front Populaire, leur rôle...

La bourgeoisie française entre dans une impasse économique sans précédent, les valets de la II^e et de la III^e Internationale ne peuvent, malgré leur démagogie habileté, « obtenir des masses les sacrifices spontanés » indispensables au maintien du système capitaliste ; la valetaille stalino-réformiste « a su arrêter les grèves » mais elle ne pourra plus empêcher qu'elles désertent ; les valets joueront mieux leur rôle, ils resteront liés aux masses par une pseudo-opposition qui tentera de désarmer, aux instants décisifs, les classes laborieuses, devant l'offensive et la répression que Daladier développe.

Le Front Populaire n'a fait ni banqueroute ni faillite, il a fait ce qu'il avait à faire... Ce sont les illusions dans le rôle de la II^e et de la III^e Internationales, dans la démocratie bourgeoise, qui ont fait faillite. Le Front Populaire ne pouvait pas acheminer les masses vers leur libération, car il s'opposait à la seule voie ouverte par l'histoire : la lutte insurrectionnelle armée. Il est parvenu à prolonger l'agonie de la démocratie bourgeoise, à installer un plus grand malaise, à briser passagèrement l'élan révolutionnaire, il a créé des possibilités de développement au fascisme.

Sur le plan international, la « démocratie française » vient de démontrer qu'elle savait aussi jouer son rôle de fourrier du fascisme.

Une seule formation politique : les bolcheviks-léninistes, s'est refusée à la comédie. Une seule formation internationale : les partisans de la IV^e ont appelé le Front populaire par son nom : trahison, et se sont comportés à son égard comme il convient.

Que reste-t-il des idéologies fumeuses du centrisme et du pseudo-anarchisme qui n'a de libertaire que le nom ? La banqueroute politique totale de ces idéologies.

Banqueroute du centrisme, parce que conciliateur avec le stalinisme (ce qui ne veut pas dire que le stalinisme soit moins acharné à l'égard du centrisme). S'il fallait un nouvel et éclatant exemple du caractère frauduleux de la politique centriste, il suffirait de relire les récents télégrammes à Daladier, les appels à Chamberlain (PSOP, anar, « syndicalistes ») qui n'ont, avec le défaitisme révolutionnaire, proclamé, que les rapports les plus lointains.

La doctrine qui sert de fondement à l'édification de la IV^e Internationale a reçu à nouveau la vérification des faits, les hésitations entre « nouvelle » Internationale et « IV^e » Internationale ont montré leur contenu. Le leader Moxton, du Bureau de Londres (PSOP, POUM, etc...) n'a-t-il pas demandé la « confiance à Chamberlain pour qu'il ait, à Munich, les mains libres » ?

« Que nous sommes loin du sujet », nous objecteront certains... C'est, au contraire, là, tout le sujet, si vous croyez que staliniens et réformistes continueront sous de nouvelles formes, à trahir, il faut une force pour briser leur influence, pour liquider leur démagogie, pour résister à la montée fasciste, pour mener à l'insurrection.

C'est un combat que l'on ne peut aborder avec des sourires aux lèvres.

Dans la même semaine, Daladier a fait arrêter plus de trente ouvriers à Lyon, a fait évacuer par la force les usines Salmson, ses mercenaires ont mitraillé les grévistes en Afrique occidentale française, pour les ouvriers étrangers, expulsions en quantité...

Ce sont les premiers phénomènes de la phase actuelle de son bonapartisme... La lutte va devenir décisive, qui la mènera ? Les travailleurs dans les usines, les casernes, les champs.

Le plus grand obstacle va être le tournant stalinien dans une pseudo-opposition, les forces se réclamant de la révolution prolétarienne ne se développeront dans les masses qu'en suscitant l'action de ces masses et l'organisation indépendante de ces masses en comités, conseils, soviets.

En premier lieu, ceux qui sont d'accord sur ce point doivent se réunir dans les entreprises et commencer un travail sérieux pour y parvenir. Unir les forces révolutionnaires dans les entreprises sur un programme d'action minimum juste, c'est la tâche la plus impérieuse, la plus immédiatement nécessaire.

Il n'y a pas pour nous de questions de prestige, de noms d'organisations ou autres... Il y a une question de programme :

La classe ouvrière doit créer ses organismes de lutte indépendants des organisations traditionnelles dont elle ne doit pas être prisonnière. Cela ne signifie nullement l'abandon du travail syndical, cela signifie de le compléter et de donner à l'orientation des cercles « lutte de classes » un objectif d'action indispensable.

Les leçons que nous tirons comme communistes internationalistes des événements actuels, nous ne demandons pas aux autres militants à les partager ; nous leur demandons, dans chaque usine, dans chaque entreprise, de se mettre d'accord pour défendre les conquêtes ouvrières et sur les moyens de les défendre, de travailler ensuite sérieusement dans cette voie.

Il est tout juste temps.

Encore une fois saisie !

Ce numéro vient, après nombre d'autres, d'être saisi. Samedi, nous avons eu la visite, à notre local, des filles, pour la même perquisition.

Nous informons nos lecteurs que, seuls, les abonnés reçoivent et recevront régulièrement, malgré cette répression, notre journal.

En conséquence, nos lecteurs comprendront la nécessité de s'abonner pour suivre « La Commune » qu'ils trouveront de plus en plus difficilement dans les kiosques et librairies, où la police vient raffer les exemplaires de notre journal.

Abonnements de solidarité ! 3 mois 8 fr. 6 mois 15 fr. 1 an 30 fr.
et adresse le montant au compte postal Brausch 1773-07, Paris

APRÈS MUNICH

Et maintenant ?

Pourquoi le compromis de Munich fut possible

NOUS avons, dans notre dernier numéro, plus spécialement examiné comment se présentait le problème tchécoslovaque ; les faits ont confirmé l'ensemble des analyses que nous avons données sur les questions en cause.

Nous pensons qu'un compromis entre brigands mettrait fin au danger de guerre immédiate ; cette prévision s'est vérifiée.

Bien des raisons conduisirent à cette issue. La grande presse a souligné certains points faibles des uns et des autres ayant influé sur la décision d'arrêter les frais : l'armée allemande manquait encore de cadres, la France n'avait pas d'aviation suffisante, l'Angleterre était en plein réarmement naval et aérien, le roi d'Italie et le Pape étaient opposés à la guerre, etc.

Au-dessus de ces raisons accessoires existait cependant une cause décisive déterminante : les peuples n'avaient pas oublié la boucherie de 1914-1918, les peuples ne voulaient pas accepter la guerre. En Italie, à Florence, des manifestations pendant un exercice de défense passive ; en Allemagne, bon nombre de désertions ; en France, le départ très froid des réservistes, etc., constituèrent pour les dirigeants des indices certains. L'ombre de la Révolution russe de 1917-1918 planait sur les délibérations des brigands impérialistes. La presse américaine ne manquait pas de dire tout haut ce que beaucoup pensaient tout bas : « Gare, en cas de guerre, au bolchevisme en Europe ». Une fois de plus, la peur de la Révolution, surtout en Italie, a fait reculer la guerre. Voilà la vérité.

Evidemment, chacun essaie, ce jour, de s'attribuer les mérites de la Paix. Les masses désorientées mais immédiatement tranquillisées, acclament les fameux négociateurs, et ceux-ci connaissent un succès inespéré. Mais qu'on ne s'y trompe pas, c'est la Paix que les masses acclament, la Paix que les dirigeants acclamés ne pourront pas conserver, puisque les uns et les autres représentent le régime capitaliste et que le capitalisme c'est la guerre.

Comment se présentent les rivalités impérialistes après Munich

La mutilation de la Tchécoslovaquie complique plus qu'elle n'apaise les difficultés. Sur le plan économique d'abord ; elle prive la Tchécoslovaquie de son équilibre économique, la dépouillant de ses principales régions industrielles (75 % de son industrie textile, 50 % des mines, 40 % des usines métallurgiques).

Sans accords entre Berlin ou Varsovie et Prague, la Tchécoslovaquie est économiquement non viable. Ces accords, Berlin et Varsovie les feront payer politiquement à Prague ; des crises intérieures s'ensuivront qui auront bien des répercussions internationales.

L'abandon des zones polonaise et surtout hongroise n'ira pas sans mal, surtout en ce qui touche Bratislava, grand port sur le Danube revendiqué par Budapest. Ceci est vrai, disent les apologistes de Munich, mais, par contre, Munich ouvre la porte à l'accord européen sur tous les problèmes...

Rien n'est moins sûr, Munich ouvre peut-être la porte sur des accords à venir, mais il l'ouvre aussi sur les désaccords actuels :

1° Londres et Paris ont-ils l'intention de laisser à Hitler les mains libres en Europe Centrale vers le pétrole roumain et le blé d'Ukraine, voilà la première question. Rien n'autorise à répondre affirmativement. Les contorsions de Chamberlain et ses communiqués communs avec Hitler ne règlent rien. Le recul actuel de Londres doit-il être interprété comme un abandon définitif ? Nous ne le pensons pas.

2° Londres et Paris ont-ils l'intention de « satisfaire » Mussolini en Espagne et en Méditerranée ? Jusqu'à un certain point, peut-être, mais sur ces questions, on n'aperçoit pas non plus d'accord durable et sincère tandis que la situation s'aggrave, par contre, en Palestine.

3° Londres et Paris peuvent-ils amener Berlin et Rome à rompre avec Tokio, à l'heure où le Japon se propose de mener une politique particulièrement anti-anglaise ? Voilà la troisième

question à laquelle une réponse favorable ne semble guère possible.

Evidemment, les optimistes auront répondu à tout avec des formules « magiques » du genre « Pacte à quatre ».

Les impérialistes ont déjà essayé du Pacte à Quatre, mais il ne s'agit pas de faire des pactes, il s'agit de les tenir, il s'agit pour certains de lâcher quelque chose, le moins possible, et pour d'autres de prendre quelque chose, le plus possible ; entre brigands, de semblables pactes se terminent souvent par une violente bagarre.

Chamberlain le quincaillier essaie évidemment d'« arranger » toute chose et tout le monde... même son ami Daladier... ; il favorisera des prêts à Mussolini et Hitler, il obligera les impérialistes coloniaux français, anglais, néerlandais, portugais à envisager, en faveur d'Hitler et Mussolini, une nouvelle distribution des colonies, il gagnera ainsi du temps. Par ailleurs, ce conservateur aldera, c'est certain, à l'isolement de l'U.R.S.S. Mais toutes ces manœuvres n'iront peut-être pas bien loin ! L'impérialisme français cherchera à réagir, il ne tient pas à suivre l'exemple tchécoslovaque et à céder aux sollicitations de son « ami » John Bull ; enfin, l'U.R.S.S., dans toute la mesure où elle a dégénéré et cessé d'être un Etat prolétarien, devient un allié de plus en plus acceptable. Paris et Washington (qui a besoin de l'U.R.S.S. en Extrême Orient) s'opposent à l'isolement de l'U.R.S.S. Il est trop tôt pour déterminer quelles seront toutes les conséquences de Munich, ni même si ce fameux accord sera le prélude de bouleversements des alliances où l'on pourrait assister entre autres au rapprochement anglo-italo-allemand, auquel s'opposerait le bloc Etats-Unis-France-U.R.S.S.

Ce qui apparaît en tout cas, c'est que la fameuse paix de Munich n'est tout juste qu'un armistice.

Conséquences sociales des accords de Munich

Les formes que prendront demain les luttes interimpérialistes, les regroupements auxquels elles donneront lieu, dépendront pour une large part de la situation intérieure des différents pays. Le spectre de la Révolution, devant lequel, malgré la servilité de la II^e et de la III^e Internationales, le capitalisme a dû reculer l'heure de la guerre, démontre le désarroi du régime.

La crise économique n'est nulle part muselée. En Amérique, la convalescence après une rechute grave l'an dernier est lente et incertaine. En Angleterre, en Allemagne, des craquements graves se font entendre. En Italie, la misère est profonde. En France, les difficultés générales continuent tandis que la situation financière est franchement mauvaise. Où sera le franc dans quelques mois, nul ne le sait. Ce que chacun comprend cependant, c'est qu'au nom « de la paix sauvée aujourd'hui et à sauver encore demain... » le Comité des Forges et les Banques veulent rattraper leurs concessions à Hitler en mettant la « France au travail », c'est-à-dire en faisant suer le burnous des prolétaires.

En vérité, le capitalisme est toujours bien malade. C'est pourquoi nous allons assister, sous prétexte de Paix, à toutes sortes de tentatives de constituer entre les Quatre, et d'autres à venir, une Sainte Alliance conservatrice anti-révolutionnaire, dont LE BUT SERA LA SAUVEGARDE DU RÉGIME, et dans laquelle le super-Wrangél de l'Europe, Hitler, — pour reprendre une expression de Trotsky, — sera appelé à jouer, à côté de nobles lords et de petits Bonapartes français, un rôle de premier plan.

Il faut reconnaître que le travail de désagrégation des esprits mené dans ces dernières années par les acrobates staliniens, la trahison des faux chefs du prolétariat, qu'il s'agisse des mouvements politiques ou syndicaux, favorisent grandement l'œuvre de survie du régime que vont entreprendre par leurs agents aux Gouvernements les maîtres du monde. C'est vers une certaine fascisation de l'Europe, vers un renforcement de l'autorité capitaliste, que s'oriente aujourd'hui le capital, après avoir louvoyé pendant ces deux dernières années (à travers le Front Populaire, en France, par exemple).

Les responsabilités de cet état de choses sont accablantes pour la politique socialiste et stalinienne, dont la faillite sur tous les terrains ne peut manquer d'apparaître aux yeux des prolétaires conscients.

Il faut également souligner le coup dur que l'accord de Munich peut porter à Staline non seu-

La « démocratie » du Guépéou ne désarme pas en ESPAGNE

On apprend que le gouvernement Negrin-Staline-Azana-C.N.T., a décidé de reprendre le « procès » contre le P.O.U.M.

Suivant des lettres parvenues de Barcelone, ce procès serait fixé au 11 octobre prochain. Le gouvernement aurait donné l'ordre au « Tribunal d'espionnage » de commencer le procès.

Des organisations syndicales et politiques insistent en Espagne même pour que toutes garanties soient assurées aux accusés du P.O.U.M. : nous citons la F.A.I., l'Esquerra republicana de Catalogne, les socialistes de la tendance Largo Caballero, la délégation basque.

Si le procès a lieu, nous demandons qu'il se fasse publiquement et en présence d'une délégation internationale.

Aucune des garanties, ni juridiques, ni politiques, demandées par les organisations révolutionnaires internationales, n'ont été assurées dans ce « procès » commandé par le Guépéou de Staline.

Le prolétariat révolutionnaire doit être mobilisé pour la défense d'Andrade et de tous les camarades du C.E. du P.O.U.M. menacés d'être assassinés par la république démocratique des Comorera-Garcia Oliver-Negrin-Azana et Cie...

On prépare en France un contre-procès avec la participation de tout le mouvement révolutionnaire international. Notre Parti s'associe et demande à y participer, comme toutes les organisations ouvrières.

La lutte pour l'envoi d'une délégation ouvrière et d'avocats « étrangers » pour assister au « procès » de Barcelone ne doit pas cesser.

A la réunion des Cortès, en présence du franquiste Portela Valladares, Negrin a déclaré officiellement le retrait des Brigades internationales de volontaires et l'échange des prisonniers avec le gouvernement de Burgos.

Dans ce discours-programme tortueux et « imprécis », Negrin a parlé de tout, aussi bien de la « victoire de la république démocratique » que d'« une entente entre les Espagnols ».

« Une médiation ? Oui, mais entre Espagnols, a proclamé Negrin aux Cortès. Je demande aux Espagnols de l'autre camp s'ils n'ont rien appris, et s'ils veulent aller jusqu'à l'extermination de la patrie ».

Il est clair que le gouvernement de Barcelone est en train de préparer le terrain de « pourparlers » avec Franco, pour « l'indépendance » de l'Espagne ; autrement on ne pourrait pas expliquer sa soif de vengeance contre le prolétariat révolutionnaire et sa haine contre les camarades du Comité Exécutif du P.O.U.M. qu'il veut assassiner.

lement sur le plan extérieur mais aussi sur le plan intérieur.

L'extermination des révolutionnaires à laquelle s'est livré Staline, la dégénérescence constante de la bureaucratie russe, les problèmes des minorités qui se posent en U.R.S.S. et qu'Hitler, « champion fameux du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », cherchera à exploiter (surtout en Ukraine), peuvent à plus ou moins bref délai déterminer une crise grave balayant le « génial Staline » et ouvrant la porte à la dictature militaire, prélude de changements plus profonds encore.

La « Paix de Munich » apparaît donc, en dépit des fanfares, comme un élément FAVORISANT LA MATURATION RAPIDE DE TOUTES LES CRISES ACTUELLES, INTÉRIEURES ET EXTERIEURES produites par le régime capitaliste déperissant.

La Paix de Munich précipite l'ère de violentes secousses pour un nouvel équilibre interimpérialiste et social. Plus que jamais, après Munich, les peuples sentiront peser sur eux ces deux dangers : le fascisme, la guerre.

L'Italie fasciste devant le problème de la guerre

Il y a quelques semaines, la presse fasciste italienne a déchaîné une violente campagne de chauvinisme contre les partis pro-fascistes de l'impérialisme français.

Sur des questions comme celles de l'Abyssinie, de l'intervention en Espagne, et de la « préparation à la guerre de demain », on connaît et on comprend les positions respectives, les antagonismes des deux pays, et les intérêts que reflètent sur les problèmes mondiaux les deux journalismes du fascisme italien et de la démocratie française.

M. de Kérillis reproche à Mussolini la « non reconnaissance » de l'Italie envers la France et les énormes dépenses « improductives » de sa politique impérialiste en Afrique Orientale. Pour assurer sa « victoire », l'Italie a dépensé 31 milliards de francs et de 15 à 20 milliards pour son intervention en Espagne, en risquant de provoquer un conflit mondial.

Kerillis, pro-fasciste stalinisant, déclare : la guerre de demain (que l'Italie prépare) sera l'explosion des pays pauvres lancés au pillage des pays riches ».

Gayda, dans le « Giornale d'Italia », Curzio, dans « Il popolo d'Italia », Farinacci et d'autres répondent par des attaques de délire patriotique contre la France « ploutocratique, nationaliste, cocardière, réactionnaire et sacristaine », déclarant que « la guerre de demain (fasciste et démocratique) est une guerre fatale, et sera l'explosion des plus hautes et des plus saines valeurs des nations contre d'autres nations, pour leurs offenses et la cynique provocation de leurs richesses faciles, pour leur politique d'intrigue et de provocation ».

Cette polémique est instructive, parce qu'elle révèle les objectifs fondamentaux des impérialismes rivaux et la nature véritable de la préparation de la guerre de demain, aussi bien dans les pays fascistes que dans les pays démocratiques.

« La France impérialiste est « pacifique » et veut maintenir la paix parce qu'elle comprend que c'est ainsi qu'elle risque le moins, et peut défendre son butin de victoire de 1914-1918 : les colonies, les matières premières et les marchés ainsi que l'hégémonie d'une partie de l'Europe en décomposition.

L'Italie avec la politique de l'axe, non satisfaite de la victoire de 1914-1918, mécontente de la victoire impériale d'Abyssinie sabotée par l'Angleterre et par la France, ayant perdu ses illusions de victoire en Espagne, pose clairement les revendications d'un impérialisme de « straccioni » qui manque de matières premières, de colonies riches, de débouchés, en ces termes : « s'élargir et exploser »...

L'Italie se prépare donc à la guerre de demain de la même façon que la France, l'Angleterre et l'Allemagne, tout en connaissant les dangers d'une guerre dans les circonstances présentes. Mais en cela, il n'existe pas de choix pour les impérialismes.

La politique de l'impérialisme italien n'est pas déterminée par la volonté du « duce », mais par les lois de développement et les contradictions d'un capitalisme en dégénérescence impérialiste. Tout au plus, le « duce » peut-il être un interprète de cet impérialisme à l'agonie, à la recherche de matières premières, de pétrole, de fer, de charbon, dans une aventure guerrière, pour tenter de survivre à sa fin historique et inévitable.

Il n'est pas dit que le pacte à quatre doive être une machine de guerre contre l'U.R.S.S., ni qu'il règle la guerre d'Espagne au seul bénéfice des franquistes. Il existe encore trop de rivalités inter-impérialistes pour que l'on puisse simplifier ainsi le problème.

Mais il est certain que l'impérialisme allemand, allié à l'axe de Rome s'oriente en ce sens, afin de s'ouvrir la voie des puits de pétrole roumains et du grenier de l'Asie; si, toutefois, l'Italie n'est pas absorbée par la politique franco-anglaise, soutenue par une partie de la bourgeoisie, par la couronne et par les hautes sphères fascistes qui travaillent pour cette nouvelle orientation.

Les causes principales qui ont fait reculer les impérialismes sont le manque de préparation suffisante et les dangers de révolutions qu'une guerre peut susciter dans les circonstances actuelles.

La paix des quatre à Munich ne peut servir que deux objectifs précis : soumettre et asservir encore plus la classe ouvrière, soit par la terreur fasciste, soit avec le mensonge de la démocratie ; se préparer à écraser dans le sang, comme en Espagne, la moindre tentative de guerre civile. Le réformisme et le stalinisme font tout ce qu'ils peuvent en ce sens. C'est la classe ouvrière, son avant-garde qui doivent comprendre l'importance de cette période de « paix » pour accélérer la construction d'une direction révolutionnaire, dont l'absence s'est fait sentir au cours de tous ces événements.



La tragique expérience d'Espagne et les derniers événements ont démontré très clairement que, sans cet instrument : une direction révolutionnaire, il est impossible d'empêcher la guerre d'éclater, ni de la transformer en guerre civile. A moins d'avoir du parti et de la révolution une idée enfantine et fataliste ainsi que le reflètent les documents de proclamation de la IV^e Internationale.

Le « Nuovo avanti » du 3 septembre, à propos de cette polémique entre fascistes italiens et républicains démocrates français, déclare dans son éditorial : « Le moment est venu de proclamer notre amour pour la France et de la défendre ».

Et cela ne peut pas nous surprendre : Nenni fait maintenant ce qu'il a fait en 1914 avec Mussolini.

Pour prouver la justesse de sa position « révolutionnaire » d'union sacrée avec la « démocratie », Nenni publie en troisième page du même numéro des extraits d'un article de Trotsky, déformant de manière infâme toute la thèse de cet article.

Le camarade Trotsky n'y traite exclusivement que du problème tactique et stratégique du défaitisme révolutionnaire en temps de guerre, dans les pays coloniaux, semi-coloniaux ou retardataires, et des révolutions démocratiques contre l'impérialisme, et non pas des guerres impérialistes comme Nenni voudrait le faire croire.

Les citations faites par Nenni, voudraient faire croire au lecteur que Trotsky ne défend pas le défaitisme révolutionnaire dans les guerres impérialistes alors que dans cet article, Trotsky demeure fidèle au marxisme, au léninisme et au programme de la IV^e Internationale pour le défaitisme révolutionnaire, pour transformer la guerre impérialiste en guerre civile. Et tout cela, Nenni le sait parfaitement...

Seulement, le « Nuovo Avanti » veut faire croire que Trotsky se trouve, sur le problème de la guerre « démocratie contre fascisme », et à propos du défaitisme révolutionnaire, sur les mêmes positions que le parti réformiste, le Guépéou et le Front Populaire...

Pour les réformistes « révolutionnaires » comme les Nenni-Saragat, et les « communistes » à la Togliatti-Grieco, ainsi que pour tous les social-patriotes, la crise européenne « a pour cause déterminante la volonté de puissance et de conquête du fascisme » (Nuovo Avanti, n° 37).

Le problème de la guerre posé en ces termes, c'est-à-dire hors le régime économique et social, hors les crises et les antagonismes du capitalisme, les conclusions des agents du Guépéou ne peuvent surprendre.

Il n'y a pas de doute : c'est « sur les dés ensanglantés de la guerre impérialiste », masquée de démocratie antifasciste, que les social-patriotes du Front populaire, de la II^e et de la III^e Internationales, et de l'Unione Popolare Italiana pointent leurs cartes actuellement. Mais la classe ouvrière et les millions de paysans pauvres demeurent, malgré tout, sur une position de féroce hostilité à la guerre, et aussi bien d'une guerre en faveur de la Tchécoslovaquie que contre celle-ci...

Les sept ou huit discours du « Duce », ainsi que le voyage de Munich, traduisent cette situation, c'est-à-dire l'indécision de la bourgeoisie italienne et la crainte qu'elle a d'armer les ouvriers et les paysans pour une guerre, dans les circonstances actuelles.

Si Mussolini peut encore faire le démagogue, hier avec la guerre et aujourd'hui avec la « paix », cela est dû à la trahison et à la politique d'agents de l'impérialisme franco-anglais et du Guépéou, de tout l'antifascisme de l'« Union populaire italienne » et de l'Antifascisme démocratique italien à l'étranger.

Les masses prolétariennes ont appris que si une autre guerre éclatait, soit pour la démocratie, soit pour le fascisme, et n'était pas transformée en guerre civile, en victoire de la révolution socialiste, elle ne pourrait qu'aggraver leurs conditions d'existence et resserrer les chaînes du capitalisme, même si elle se travestissait en guerre démocratique.

Les hurlements à la guerre démocratique de « Giustizia e Libertà », du parti socialiste et du Guépéou stalinien, ne pourront pas convaincre la classe ouvrière d'Italie de mettre sac au dos...

Ni pour la Tchécoslovaquie capitaliste de Benès, ni pour les Sudètes du capitalisme hitlérien, les prolétaires n'iront se faire assassiner.

Lorsque le conflit surviendra, les ouvriers et les paysans sauront ce qu'ils doivent faire : retourner leurs fusils contre ceux qui les ont armés, pour faire triompher la révolution prolétarienne.

Tout le problème consiste présentement en cela : construire une direction révolutionnaire pour guider la classe ouvrière dans cette voie.

L'union sacrée et "l'opposition" contre elle

En 1914, le prolétariat avait été trahi par ses organisations qui sombraient dans l'union sacrée. Mais les Jouhaux, les Renaudel et les Cachin avaient au moins attendu, il y a 24 ans, que la guerre soit déclarée pour mettre, sinon leur peau, du moins leur plume, ouvertement au service de la bourgeoisie et du jusqu'au-boutisme.

En 1938, l'union sacrée s'est réalisée avant la guerre impérialiste et la presse stalinienne a été, durant la semaine qui vient de s'écouler, plus hystériquement chauvine que ne l'avaient été tous les réformistes de 1914 à 1918. Avec quelle vigueur les Cogniot, les Péri et autres témoins de moindre importance ont défendu le traité de Versailles, ce traité de rapine, dénoncé pendant de longues années, et fort justement, par le Parti Communiste (au temps où il y avait encore un Parti Communiste !) Dans l'« Huma », Péri-Déroulède a crié à la « démission de la France », réclamant une politique de « fermeté » pour que ne soit portée aucune atteinte à l'intégrité de la Tchécoslovaquie. Le même Péri a été jusqu'à traiter Daladier, pourtant Ministre de Front populaire, de « fantoche » parce que le Président du Conseil ne se montrait pas un assez chaleureux défenseur du « pays ».

Les staliens ont systématiquement poussé à la guerre impérialiste, sous prétexte de vaincre le fascisme, tout comme si l'on pouvait faire un instant confiance à la bourgeoisie française pour abattre Hitler. Non seulement les staliens n'ont pas dénoncé le pseudo-pacifisme de Chamberlain-Daladier-Roosevelt, en montrant qu'il ne s'agit que d'une manœuvre de la bourgeoisie, qui craint, par-dessus tout, un nouvel Octobre rouge, mais encore, ils ont voulu livrer les travailleurs pieds et poings liés à leurs exploitateurs. Ils ont préconisé la capitulation pour les ouvriers en grève et ils ont dénoncé les « saboteurs » de la Défense nationale, accusant indistinctement les canailles doriotistes et les « trotskystes » de porter atteinte au « moral de la nation ».

Tandis que Jean Duclos, officier de la Légion d'honneur, et Félix Brun, chevalier de la Légion d'honneur, tous deux députés staliens, écrivaient à Daladier pour protester contre les « menées antifrançaises » de Flandin et du « Matin », Monmousseau osait écrire dans « La Vie Ouvrière » du 29 septembre les lignes suivantes :

« Samedi dernier, près de Nancy, un ouvrier touché par la mobilisation partielle disait à ses camarades, en ces termes : « En 1914, je suis parti sans savoir pour quel. Aujourd'hui, je sais pourquoi je repars. J'emporte « Mein Kampf » dans ma musette. »

Le même numéro de « La Vie Ouvrière », parlant d'un général qui a, parait-il, donné sa démission de l'armée française, pour se mettre à la disposition du gouvernement tchécoslovaque, déclarait :

« Au moment où la France officielle reniait, dans le mépris général, la parole donnée, il sauve l'honneur de son pays. »

Pourquoi ne pas faire de ce général le président d'honneur des Jeunesses Communistes de France, qui éditent des papillons à la gloire de la défense passive? D'autant plus que le P.C. va peut-être avoir besoin de retrouver quelques « grands amis ». Car, comment se fait-il que la signature de Romain Rolland ne figure pas encore au bas du manifeste des intellectuels publié par l'« Huma » ?

« Nous aurions applaudi le diable... »

La classe ouvrière devra, dans les semaines qui viennent, tirer la leçon des événements de ces derniers jours, et les bolchevicks-léninistes devront montrer comment les réformistes ont, au même titre que les staliens, méconnu et trahi les intérêts du prolétariat pour servir ceux de la bourgeoisie.

Dans l'article d'aujourd'hui, contentons-nous de souligner ces lignes de Paul Faure, dans le « Populaire » du 2 octobre :

« Nous avons applaudi M. Chamberlain. Comme Jaurès tournait son regard vers le Président Wilson, Léon Blum a adressé de pathétiques appels au Président Roosevelt, appels qui ne sont pas demeurés sans réponse, ni sans doute, sans effet bienfaisant sur la marche des événements. Nous avons applaudi le Pape. Nous aurions applaudi le Diable... »

De même que Péri fait confiance à la bourgeoisie pour vaincre le fascisme, la S.F.I.O. fait confiance à la bourgeoisie pour lutter contre la guerre impérialiste et, au lieu de s'adresser à la classe ouvrière, s'adresse au président Roosevelt, gérant des intérêts du capitalisme américain.

Le centre syndical d'action contre la guerre

A plusieurs reprises, « La Commune » a eu à parler du C.S.A.C.G., dont nous avons dit qu'un des buts principaux était la sauvegarde des intérêts des bureaucrates réformistes menacés, à l'intérieur des syndicats, par la poussée stalinienne.

Le 9 septembre, au cours d'une réunion du C.S.A.C.G., furent décidés l'envoi d'une délégation à Daladier et la tenue d'un meeting avec la participation d'orateurs de la L.I.C.P., de l'Union Anarchiste, du P.S.O.P., de « Vigilance », des J.E.U.N.E.S., etc. Le meeting ayant été interdit par le Gouvernement, il y eut, devant la Mutualité, quelques bagarres entre les filles et les travailleurs venus pour assister au meeting. A la suite

Une formule qui se vérifie :

Toute lutte pour la paix sans phrase creuse

de ces incidents, le C.S.A.C.G. publia un communiqué dans lequel on trouve les perles suivantes :

« N'ayant jamais réclamé Daladier au pouvoir en 1936, nous n'avons pas à le voter au poteau en 1938. Ces appels sanguinaires ne sont pas notre fait. »

« Syndicalistes, nous savons que le siège de l'action ouvrière n'est pas la rue... »

Le 27 septembre, le C.S.A.C.G. faisait apposer une affiche « Mobilisation pour la paix » qui faisait confiance aux négociations entre impérialismes et dont l'« Œuvre » pouvait écrire qu'elle soutenait le Président du Conseil. Cependant, l'affiche fut lacérée par ordre du gouvernement et plusieurs imitants furent inculpés.

Le 29 septembre, se tenait une réunion au cours de laquelle il ne fut question que de l'envoi d'un télégramme à Daladier, de pression sur le gouvernement et de pression sur le bureau confédéral. Résumant assez bien la pensée de ceux qui étaient là, Alexandre, de « Vigilance », déclarait : « Grâce à l'action de Chamberlain, une solution assez raisonnable a été trouvée dans la question de la Tchécoslovaquie ». Une rencontre de la F.S.I. et des syndicats allemands fut même envisagée, tandis que Charbit s'écriait : « Mais alors, si nous mettons dans le même sac toutes les tendances de la bourgeoisie, Flandin, de Kérisillis et les staliens, il ne restera que la révolution ? »

Enfin, après la signature de l'accord de Munich, le C.S.A.C.G. a publié un tract « La Guerre Recule », dans lequel on trouve les phrases suivantes :

« Nous voulons croire que les gouvernements donneront suite à leur idée d'une Conférence internationale généralisée et qu'au cours de celle-ci ils procéderont à la révision indispensable du traité de Versailles. »

« La guerre recule ! Mais il dépend de vous, camarades, qu'on n'éprouve plus jamais les angoisses de ces dernières semaines. »

Ainsi, le C.S.A.C.G. travaille à entretenir l'illusion que la paix dépend des tractations entre gouvernements et qu'on peut supprimer la guerre impérialiste sans supprimer le régime capitaliste.

Le C.S.A.C.G., organisation destinée à servir les intérêts des réformistes de « Syndicats » et des loges, a donc été constamment à la remorque du Gouvernement et, bien loin d'avoir essayé d'entraîner le prolétariat à la lutte sur un terrain de classe, n'a développé que des mots d'ordre pacifistes petit-bourgeois. Le syndiqué lutte efficacement contre la guerre lorsqu'il refuse de faire des heures supplémentaires pour la « Défense nationale », ou lorsqu'il se met en grève pour ses revendications. Mais si, oubliant que la guerre impérialiste est déterminée par de sordides intérêts de classe avec lesquels il n'a rien de commun, il fait confiance aux négociations des gouvernements bourgeois et à la diplomatie secrète, alors il capitule. devant l'union sacrée et s'en fait le complice.

Soulignons, en passant, que le C.S.A.C.G., au moment de la plus forte tension de la situation internationale, a refusé d'envisager la possibilité d'un travail commun avec le P.C.I. Nous ne saurions en être surpris : les défilistes révolutionnaires sont vraiment trop compromettants pour les bonzes pacifistes, réformistes et anarchistes qui dirigent le C.S.A.C.G.

Une succursale stalinienne : « Que faire ? »

Depuis déjà un certain temps, les militants qui avaient accueilli « Que faire ? » avec sympathie à ses débuts, et qui avaient salué l'exclusion de Ferrat comme un renforcement de l'opposition communiste de gauche, doivent avoir perdu leurs illusions. Après le dernier numéro de « Que faire ? », qui définit sa position sur la guerre, on a le droit de dire que Ferrat et ses amis sont des agents du stalinisme qui ne convaincraient plus un travailleur.

Quelle est, sur la guerre, la position du groupe « Que faire ? » ? Il suffira de citer car tout commentaire serait superflu.

« Si l'on n'est pas prêt aujourd'hui à mourir pour la liberté, on se fera massacrer demain sous la dictature d'un Hitler français ou germanique. La cause de la paix est inséparable de celles de la liberté et de la solidarité des peuples. Une paix, construite sur les débris de la démocratie, sur la mise en esclavage de l'Europe par le fascisme, ne sera pas plus viable que la paix de Versailles. On peut céder beaucoup, mais un moment viendra où tout peuple digne de ce nom devra dire, dans un dernier sursaut : non ! Ce fut le cas hier pour les Espagnols et les Chinois ; ce sera le cas demain pour d'autres. La paix durable ne peut être établie que dans le respect mutuel des peuples libres, s'entraînant mutuellement contre tout agresseur. »

Le fascisme est la négation de tout ordre international démocratique. La démission des démocraties même vers l'asservissement de l'Europe à l'Allemagne hitlérienne.

Dans ces conditions, tout renforcement de l'Allemagne fasciste est un coup contre la paix démocratique, seule paix durable et viable. Les sacrifices qu'on fait à Hitler ne font qu'encourager à poursuivre sa politique d'agression et de guerre. L'expérience est là. On lui a cédé en Espagne, il s'est attaqué à l'Autriche. On lui a cédé en Autriche, il s'est attaqué à la Tchécoslovaquie. A qui le tour demain ?

Ceux qui croient possible de maintenir le régime démocratique dans une France entourée de tous les côtés par les puissances fascistes, subissant leur pression, minée par leurs intrigues et leurs complots, méconnaissent complètement le caractère du fascisme. Le fascisme fait la guerre au bolchevisme, au socialisme et à la démocratie : il le proclame, il le prouve par sa politique.

Par leur attitude de capitulation et de trahison, les Chamberlain et Daladier, en faisant le jeu de Hitler, travaillent non pour la paix, mais pour la guerre...

Il faut donc redresser d'urgence la politique internationale des démocraties et du prolétariat international. Pour y arriver, il faut mettre fin aux formules équivoques et aux concessions devant le pacifisme, ce facteur de décomposition de la conscience socialiste. Le prolétariat ne vaincra le fascisme que s'il réussit à se débarrasser des préjugés pacifistes et à réaliser une politique internationale de lutte sans merci contre le fascisme. S'il se laisse entraîner, comme par le passé, par le prétendu pacifisme, il ne sera qu'un appendice impuissant des pacifistes impérialistes, les pires fauteurs de guerre la cause de la paix. »

Dans le même numéro, Ferrat écrit :

« Il faut, en revanche, constater que le Parti Communiste s'est mis à la tête de la réaction ouvrière contre le discours de Daladier et pour la défense des lois sociales menacées... Ripostes, preuves en des lois sociales menacées... Riposter, preuves en mains, que c'est le patronat qui sabote la production nécessaire, mais ce n'est que le premier pas. »

Et, sous la plume de Garmy :

« En dépit de toutes ses erreurs, le Parti Communiste, au moins, le mérite d'être le premier à se saisir des revendications de la masse laborieuse, même s'il les compromet par la suite, par une politique de freinage et de capitulation. L'exemple des grèves, des volontaires espagnols, des revendications des fonctionnaires et des vieux travailleurs ont fait la preuve que le mouvement communiste « colle » à ce point aux intérêts de la masse qu'il en arrive à se confondre avec le mouvement même de la masse. La rébellion des instituteurs contre l'« Ingérence » communiste ne marque-t-elle pas, avant toute chose, leur isolement du mouvement ouvrier ? »

A quand la fusion de « Que faire ? » et des « Cahiers du bolchevisme » ?

Nouvel âge

« Que faire ? » n'est pas le seul à reprendre les arguments des staliens et de Buré. « Nouvel Âge » tient lui aussi pour une politique de « fermeté » vis-à-vis de Hitler et fait confiance aux gouvernements bourgeois pour vaincre le fascisme. Il déclare que le traité de Munich est une « capitulation sans précédent ».

Dans le numéro du 1^{er} octobre, Rodrigues écrit :

« Voici, à nouveau, l'occasion donnée aux nations dites démocratiques d'en finir avec le fascisme. L'agression odieuse de l'Allemagne hitlérienne contre la Tchécoslovaquie a dessillé les yeux les plus aveugles. Derrière la question des Sudètes, qui n'est qu'un prétexte, est apparu le dessein réel poursuivi par le Führer : dominer et même asservir le monde. »

Et, plus loin :

« Alors, que signifie la recherche d'un compromis qui ne peut que redonner force et vigueur à un fascisme agonisant ? A-t-on peur que les coups qui l'achèveraient favoriseraient le réveil de la démocratie ? A-t-on peur qu'ils soient le signal d'un large mouvement populaire ? »

Et l'on comprend les craintes d'un Roosevelt. Si nos prévisions se vérifient — et nous ferons tout au monde pour l'empêcher — nous n'aurons eu en effet qu'un simple « répit », non une solution pacifique et constructive. Après le coup d'arrêt très rude subi par le fascisme, on le verra reprendre du poil de la bête. »

Là aussi, confiance dans la bourgeoisie « démocratique » pour abattre le fascisme. Comme si Chamberlain et Daladier avaient jamais eu en vue les intérêts du prolétariat !

action révolutionnaire est une et mensongère

LÉNINE

Dans le numéro de « N. A. » du 4 octobre, on ne se console pas de voir mener « une politique française de subordination complète à l'entente anglo-allemande qui vient de se faire », et toute la « Lettre ouverte » de Valois est destinée à démontrer que l'impérialisme français a subi une défaite. Sans doute, mais quel révolutionnaire songerait à s'en lamenter. Ce qui est beaucoup plus grave, c'est la défaite subie par la classe ouvrière qui va voir disparaître, si elle ne réagit pas vigoureusement, les dernières conquêtes de Juin 36.

Front social

« Front Social » a publié, le 29 septembre, un numéro spécial de « La Flèche » dans lequel Bergery et ses amis ont quelque peine à définir une position cohérente. Ils réclament, en effet, d'une part que « justice » soit rendue à l'Allemagne par l'attribution des territoires des Sudètes à Hitler et par la restitution du corridor de Dantzig à l'Allemagne. Et Bergery écrit : « ... la guerre pour maintenir malgré eux des Sudètes, des Polonais ou des Hongrois dans le cadre de la Tchécoslovaquie, non et non. »

Sur le même thème fasciste du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes appliqué au problème des minorités qui vivent en Tchécoslovaquie, Bergery déclare d'ailleurs à la Chambre, le 4 octobre :

« Et puis, je peux comprendre que certains nient le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais il est quelque chose dont je ne le comprends pas, c'est notre collègue Gabriel Péri.

Notre collègue Péri, dont le journal, le 24 juin 1933, réclamait ce droit pour l'Alsace-Lorraine (Exclamations à droite), notre collègue Péri, membre de la III^e Internationale, qui, dans son cinquième congrès, niait l'existence même de la Tchécoslovaquie et appelait les communistes tchèques à s'en séparer, notre collègue Péri, enfin, qui, le 14 novembre 1933, disait à cette tribune : « Notre sympathie tout entière va aux masses laborieuses de Tchécoslovaquie et aux minorités nationales, slovaque, allemande, juive, hongroise, opprimées par le pouvoir central de Prague. »

D'autre part, le numéro spécial de « La Flèche » préconise une politique de fermeté, au cas où les prétentions de Hitler deviendraient plus importantes.

Bien entendu, Bergery se tient strictement sur le plan diplomatique et il ne songe même pas à une action autonome de classe du prolétariat contre la guerre impérialiste.

Dans ce domaine, Doriot est conséquent. Bergery, malgré les mots d'ordre fascistes — anticapitalistes et anticommunistes — qu'il lance, ne saurait l'être.

UNE PETITION CONTRE LA GUERRE

La plupart de nos camarades ont, sans doute, eu connaissance du texte de pétition contre la guerre établi par le Syndicat National des Instituteurs et le Syndicat National des Agents des P.T.T., que nous publions ci-dessous :

NOUS NE VOULONS PAS LA GUERRE !

« En ces heures graves, certains d'exprimer le sentiment de l'immense majorité de la population française, nous proclamons notre volonté de règlement pacifique de la crise internationale actuelle.

Ainsi qu'un accord était considéré comme possible il y a quelques jours seulement et que la question de principe était tranchée, comment pourrait-on admettre que, pour des questions de procédure, d'amour-propre ou de prestige, des hommes d'Etat mettent brusquement fin à une négociation poursuivie depuis des semaines et plongent l'Europe entière dans la plus épouvantable des guerres ?

Nous demandons au gouvernement français de persévérer dans la voie des négociations sans se laisser décourager par les difficultés renaissantes.

Nous lui demandons de traduire dans ces négociations l'ardente volonté de paix du peuple de France, qui a laissé tant de victimes sur les champs de bataille de l'Europe.

Nous demandons que le message de raison du Président Roosevelt soit entendu : « Il faut que la paix soit faite avant la guerre plutôt qu'après la guerre. La force n'apporte aucune solution pour l'avenir, ni pour le bien de l'humanité. »

Syndicat National des Instituteurs et Instituteurs Publics, Syndicat National des Agents des P.T.T.

Un texte semblable n'appelle pas de longs commentaires. Outre qu'une pétition ne saurait être d'aucune utilité contre la guerre, il convient de souligner la faiblesse lamentable de cet appel qui aurait pu être rédigé par Daladier.

Pas un mot sur le caractère impérialiste de la guerre. Pas un mot contre l'union sacrée, malgré la motion d'orientation votée au dernier congrès du Syndicat National des Instituteurs à Nantes. Confiance absolue

dans le « gouvernement français » et dans Roosevelt, gérant des intérêts du capitalisme américain.

REMOUS DANS LA C.G.T.

On sait qu'au cours des dernières semaines, la direction de la C.G.T. a été à peu près muette. Mais, le 1^{er} octobre, la Commission Administrative de la C.G.T. se réunissait pour examiner la situation internationale. A la suite de cette réunion fut publié un communiqué adopté à l'unanimité, à l'exception de la phrase suivante, votée à la majorité : « Elle constate que les accords de Munich découlent de cette politique de persévérance dans les pourparlers et elle se félicite que ces accords aient évité le pire dans l'immédiat en suspendant la course à la guerre. »

Il est évident que la minorité qui s'est affirmée contre le passage ci-dessus est la minorité stalinienne. Et il est fort probable que la question de la guerre soulevée au Congrès confédéral, un débat dans lequel s'affronteraient les bureaucrates réformistes et les bureaucrates staliniens.

Les syndiqués révolutionnaires doivent faire comprendre autour d'eux qu'il ne s'agit là que d'une lutte entre deux cliques que ne séparent aucune divergence principielle.

En Belgique

Signalons qu'en Belgique, où Spaak et le Parti Ouvrier Belge ont marché à fond dans l'union sacrée, le P.S.R. a publié, le 1^{er} octobre, un numéro de « La Lutte Ouvrière » dont nous détachons les lignes suivantes :

« De toutes nos forces, nous crions aux ouvriers : Cette guerre n'est pas la vôtre. Il n'y a qu'un moyen de sortir de ce cercle infernal, c'est celui que nous a montré Lénine : transformer la guerre impérialiste en guerre civile.

Dans ce but nous prêcherons la fraternisation avec les prolétaires de tous les autres pays dans les tranchées, nous soutiendrons et nous encouragerons tous les mouvements de protestation ou de révolte qui se produiraient dans l'armée et à l'arrière, sans nous soucier des intérêts de la défense nationale capitaliste, ni de la victoire ou de la défaite. »

C'est excellent, mais pourquoi utiliser comme titre la formule réformiste de Jaurès : « Plutôt la révolution que la guerre » ? Et depuis quand, pour un bolchevik-léniniste, la révolution est-elle devenue un moindre mal ?

La seule voie

La seule voie, comme l'a répété maintes fois le P.C.I., est celle du défilisme révolutionnaire.

Du numéro de septembre de « La Commune Paysanne » nous détachons les lignes suivantes :

« Utilisez sans tarder le moindre répit qui nous est laissé pour « vous sentir les coudes », assurer entre vous une liaison indestructible, établir entre vous une liaison indestructible, établir entre vous et vos militants cette liaison si elle n'existe déjà.

Organisez le boycott systématique de la propagande guerrière dans vos villages.

Ces mesures élémentaires, hélas bien pauvres, vous serviront cependant, si l'irréparable survenait, à unir votre action paysanne à celle du prolétariat révolutionnaire pour écraser le fascisme international, y compris celui qui existe dans notre propre pays et réaliser la véritable paix, celle des ouvriers et des paysans, sur leur terre et dans leurs usines libérées du capitalisme affameur et assassin. »

Du même journal :

Ouvrier agricole
Qu'as-tu à défendre ?
Ta vie
Ton pain
Que t'apporte la guerre ?
La misère
La servitude
La mort
Qui est ton premier ennemi ?
celui qui, dans ton village, vit de ton travail.

Dans le numéro de « L'Ecole Emancipée » du 2 octobre, Serrat déclare : « Il s'agit d'un horrible conflit impérialiste » et dénonce vigoureusement l'union sacrée.

Pour un front unique de lutte

Il convient de saluer la réalisation du Front unique, au moment où la guerre menaçait, d'un certain nombre d'organisations, dont la C.G.T.S.R., le Syndicat des Techniciens, le Parti Ouvrier Internationaliste, le Cercle Syndicaliste Lutte de Classes, etc., et d'opposer leur appel « A bas la guerre impérialiste » aux textes capitulaires du C.A.S.C.G. LA, en effet, on déclare : « Il faut choisir : ou la défense de tes intérêts ou la guerre impérialiste » et aussi :

« La résistance à la guerre commence par LA LUTTE DIRECTE pour les revendications immédiates, et en particulier pour les 40 heures et par la solidarité la plus complète avec tous les mouvements grévistes en cours.

L'Anarcho-syndicalisme

La cinquième roue du char
de la démocratie bourgeoise

L. TROTSKI

L'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.), représentant les groupes anarcho-syndicalistes de divers pays, s'est réunie à Paris du 8 au 17 décembre 1937.

Comme chacun sait, la seule section importante de cette Internationale est la C.N.T. espagnole. Toutes les autres organisations (suédoise, portugaise, française, latine-américaine, etc.) sont complètement insignifiantes quant au nombre.

Il est entendu que bien que petite, une organisation peut avoir une grande importance si elle garde une position révolutionnaire indépendante qui anticipe sur le développement futur de la lutte de classes. Mais, comme on peut le voir d'après la brève information publiée dans le « Bulletin d'Information de l'A.I.T. » (N° 67 de l'édition allemande), ce singulier Congrès de Paris s'est terminé par la victoire complète de la politique de Garcia Oliver, c'est-à-dire la capitulation devant la bourgeoisie.

Dans le cours de l'année dernière, quelques publications anarchistes, particulièrement en langue française, avaient durement critiqué les méthodes d'action de la C.N.T. espagnole. Il existe des bases suffisantes pour cette critique : au lieu d'être des constructeurs du communisme sans Etat, les chefs de la C.N.T. sont arrivés à être des ministres dans un Etat bourgeois. Cependant, cette circonstance n'empêcha pas le Congrès de Paris de l'A.I.T. « d'approuver la ligne de la C.N.T. ».

A leur tour, les chefs de la C.N.T. expliquèrent au Congrès que s'ils avaient trahi la Révolution Socialiste, en aidant la bourgeoisie, cela était dû en partie, à « l'insuffisante solidarité du prolétariat international ».

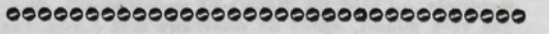
Le Congrès n'a rien inventé. Tous les traités réformistes ont toujours laissé retomber la honte de leur trahison sur le dos du prolétariat. Si les social-patriotes soutiennent leur militarisme national, cela n'est pas dû sans doute à ce qu'ils sont des laquais du capital, mais à ce que « les masses ne sont pas encore suffisamment mûres pour un internationalisme réel ». Si les chefs des trade-unions se révèlent briseurs de grève, c'est parce que les masses « ne sont pas mûres » pour la lutte.

Aucune critique n'a été faite

Le rapport ne mentionne pas de critique révolutionnaire au Congrès de Paris. Sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, messieurs les anarchistes imitent servilement les libéraux bourgeois. Pourquoi permettre l'expression de divergences entre les cercles dirigeants ? Ceci ne pourrait que miner l'autorité des ministres anarcho-bourgeois. Il en serait de même si, en réponse à la critique « gauchiste » des anarchistes français, ceux-ci leur avaient rappelé leur propre conduite pendant la dernière guerre impérialiste.

Nous avons déjà entendu de la part de quelques théoriciens anarchistes, qu'à l'occasion de circonstances exceptionnelles comme la guerre et la révolution, il est nécessaire de renoncer aux principes de son propre programme. De tels « révolutionnaires » ressemblent exactement à ces manteaux de pluie qui ne servent que lorsqu'il pleut, c'est-à-dire dans des « circonstances exceptionnelles », tandis que lorsqu'il fait beau temps, ils restent avec succès dans leur inutilité.

(Suite page 10.)



La lutte pour les droits démocratiques, c'est la lutte contre les mesures de guerre de Daladier et de l'Etat-Major, c'est la lutte pour dénoncer les sophismes d'Union Sacrée et les campagnes chauvines de la presse de droite et de gauche, de la « Liberté » à l'« Humanité ».

Il ne s'agit pas d'une guerre pour le soutien du Peuple Tchécoslovaque, mais d'une guerre pour la défense des marchands de canons, Schneider et Cie, qui ont des capitaux dans les usines Skoda et dans les mines des Sudètes. Il ne s'agit pas d'une lutte contre Hitler et le fascisme : on n'écrase pas le fascisme sous la dictature de l'Etat-Major français protecteur des Cagoulauds.

Il faut commencer par écraser les bandes fascistes dans notre propre pays.

Le principal ennemi est chez nous. Cependant, le Front unique, tel qu'il a été réalisé, est encore insuffisant. Il convient, en effet, qu'on n'en écarte aucune organisation et, surtout, que ce front unique se traduise dans la vie, dans la lutte, par la création de comités de base, sur le plan local.

Seuls, ces Comités, par rues, par usines, par villages peuvent mener une action efficace et, sans leur existence, l'entente entre directions, même sur une plateforme politique juste, est insuffisante.

Mobilisation

A la gare de l'Est pas de fleur au fusil

LA G.D.V. qui a pour nom Niessel parlait ces jours-ci, dans « Paris-Midi » de « l'ordre, du calme et de la discipline qui ont marqué la mobilisation partielle ». Il faut croire que notre galonard a évité de faire un tour dans Paris pendant les jours de la mobilisation, qu'il n'a pas daigné jeter un coup d'œil vers les gares où avaient lieu des départs, et en particulier la gare de l'Est, pour nous parler du « calme » et de la « discipline » de la mobilisation.

Ce qui est plus vraisemblable, c'est que ces messieurs de l'Etat-major connaissent fort bien l'atmosphère réelle du départ. D'ailleurs, la G.D.V. Niessel nous l'avoue d'une façon indirecte lorsqu'il insiste à plusieurs reprises dans son papier sur les raisons pour lesquelles on a mobilisé d'abord les vieilles classes qui, Niessel nous l'explique avec cynisme, devront secourir la garde mobile dans leur tâche de « service de la sécurité et de l'ordre ». Ce qui signifie sécurité pour les capitalistes et l'ordre capitaliste, on le sait depuis longtemps, c'est la répression sans pitié pour les prolétaires qui n'acceptent pas de s'incliner devant les exigences et les crimes de la bourgeoisie.

Le « calme » faisait en réalité bien défaut, le samedi de la mobilisation et les jours suivants. Tout Paris était en effervescence. Dans les rues et sur les boulevards, de nombreux groupes se formaient et discutaient à l'aise. Dans plusieurs cas, on en vint jusqu'à l'échange de coups. Mais les lieux où l'effervescence était la plus grande, c'étaient les gares, et surtout la gare de l'Est. Dès le samedi matin, la foule commençait à s'amasser dans la cour de la gare de l'Est, et c'était un peu partout des discussions qui s'animaient. L'enthousiasme des partants était bien difficile à percevoir, sans parler des familles des partants, qui sanglotaient.

Vers le début de l'après-midi, la foule commençait à se faire plus dense et le nombre des partants était croissant. Les discussions étaient de plus en plus animées, d'autant plus que des militants de différentes organisations de l'avant-garde révolutionnaire — ou se disant telles — venaient développer leurs points de vue. Ce n'étaient pas les divergences qui manquaient; cependant, dans l'ensemble, ce n'était nullement le patriotisme qui dominait. Bientôt, des cris « A bas la guerre » s'élevèrent, repris par une grande partie de la foule. Puis l'« Internationale » monta, chantée surtout par des mobilisés, le poing levé. Un ouvrier révolutionnaire, juché sur les épaules de ses camarades, parle quelques minutes, soutenu par les travailleurs présents, mobilisés ou non, mais déjà de grands renforts de filaille avec et sans uniforme arrivaient, remplissant plusieurs cars. Une équipe de filles se précipite sur le camarade qui parle, mais les mobilisés, se servant l'un contre l'autre, établissent un barrage qui permet au copain de s'échapper des griffes policières. Et les discussions continuent, entrecoupées par l'« Internationale », par le couplet des généraux. Plusieurs ouvriers, repérés ou provoqués par des bourriques, sont arrêtés. Cette atmosphère dura toute l'après-midi, jusque tard dans la nuit, où des incidents plus violents se produisirent.

Vers le soir, des mobilisés qui durent attendre des heures avant de pouvoir partir firent un plus grand usage d'alcool qu'il n'était nécessaire. Les cafés, grands et petits, environnant la gare de l'Est, étaient bondés, et le résultat n'est pas difficile à deviner. Et les incidents se multiplièrent.

Des ouvriers désorientés, désarmés par la politique stalinienne, mobilisés brusquement, menacés de crever sur les champs de bataille, se jetèrent, de désespoir, sur l'alcool, et exprimèrent ensuite avec plus de violence et d'audace les pensées qui les animaient. C'est ainsi que l'on vit à différentes reprises de petits groupes d'ouvriers manifester dans les rues avoisinant la gare de l'Est ou dans la cour de la gare. Les cris les plus fréquents étaient : « A bas Daladier » et « Thorez au pouvoir ».

Les filles empoignent, çà et là, quelques ouvriers mobilisés, ou bien les dispersent sans violence. Ce n'est que vers minuit, après de nouveaux cris : « A bas la guerre ! » et l'« Internationale » et « La Jeune Garde » chantées à plusieurs reprises, que la filaille se mit en mouvement et chargea brutalement plusieurs fois dans la foule. Plusieurs mobilisés assommés par les filles furent emportés par leurs camarades vers les pharmacies.

Les mobilisés n'étaient pas prêts à se laisser faire et résistèrent aux filles qui reçurent bientôt l'ordre de se replier, les gradés, voyant le danger qu'il y avait à envenimer le mécontentement des mobilisés. On pouvait entendre certains réclamer qu'on leur donne des fusils et qu'ils sauraient qu'en faire, d'autres dire que, si c'était ainsi, on pourrait attendre qu'ils partent.

On était, en somme, bien loin du départ « la fleur au fusil ». Certes, le poison stalinien animait à des degrés différents la plupart des ouvriers mobilisés, mais ce qui est décisif, déterminant, c'était l'existence de la lutte de classes, c'était l'exploitation par la classe dominante des travailleurs et, avec les dangers de guerre, une exploitation et une oppression de jour en jour aggravées. C'est cet état de choses — que les poisons staliniens et réformistes ne parviendront pas à supprimer — qui aidera les travailleurs à comprendre la trahison de ceux qui veulent les faire collaborer avec leur seul ennemi irréductible : la bourgeoisie.



Les soldats écrivent à "la Comn

SOUS LA TENI

Malgré la dispersion de nos camarades à travers les n'a pas été rompu. De nombreuses lettres et communications moments où la marche vers la guerre apparaissait comme damentale.

D'autres camarades se sont laissés dominer par l'appa de Liebknecht pourtant, seul contre tous, devrait les soutenir tisme Révolutionnaire.

Le calme et le sang-froid des réservistes...

LE train par lequel je suis parti ramassait tout le long de son parcours les réservistes appelés par vole d'affiches. Dans toutes les gares, les femmes, les vieux, les gosses pleuraient sans retenue. Dans le train, quelques gestes désordonnés — bouteilles cassées ou jetées sur la voie — traduisant l'excitation. La plupart ne parlent même pas. On a l'impression que chacun se sent isolé. Rien que des visages mornes. C'est sans doute cela que les communiqués officiels appellent le « calme et le sang-froid » des réservistes.

Jeunes et vieux...

R..., le 26-9-38

Hier, nous avons travaillé au rangement du casernement abandonné par 2.500 gars le samedi précédent.

On nous a regroupés dans deux chambres en attendant notre dispersion vers les postes qui nous sont dévolus.

Dans l'après-midi, plusieurs alertes pour partir eurent lieu, mais les contre-ordres arrivaient chaque fois. La nuit tombait quand 200 ou 300 gars quittèrent « enfin » la caserne, sous une pluie fine, pour une destination inconnue.

Les vieux arrivent toujours. Quel lamentable spectacle que ces pauvres vieux gonflés à bloc ou avinés ! La plupart ont déjà fait la dernière et se déclarent prêts à remettre ça ; ils nous demandent d'avoir du cran ! On y a bien été nous autres.



Chez les jeunes, l'attitude est toute différente. Le quartier étant conquis, je me suis vu obligé de croquer à l'ordinaire. Ce n'est peut-être pas exécrable, mais c'est bien mauvais quand même ! Et aussi la journée s'est passée idiotement... comme d'habitude.

Ce matin, un rassemblement des différentes compagnies a montré exactement les vides faits dans leurs rangs par ces départs. Nous ne sommes plus nombreux.

Un recensement des hommes a eu lieu. Tout à l'heure mon équipement a été complété par un fusil et un nouveau chandail. Nous avons récupéré nos livrets militaires et nous nous baladons avec un très élégant bracelet qui soutient notre plaque d'identité.

Depuis nous attendons et, vraisemblablement, à moins d'un ordre brutal, nous resterons encore à R... quelques jours avant de prendre le départ sur les voitures et camions réquisitionnés qui nous échouèrent.

Je ne sait que penser de notre libération...

S..., le 27-9-38.

Je ne sais que penser au sujet de notre libération, nous assistons à une mobilisation générale internationale mais en même temps à un recul temporaire de la guerre. Le mouvement militaire se poursuit en France puisque les ordres de mobilisation arrivent chaque jour dans les campagnes environnantes. Nous libéreront-ils en gardant les vieilles classes ? Pourtant bientôt la classe 38 va arriver à son tour « sous les drapeaux », ainsi que les nouvelles réserves appelées pour le 2 octobre, et il faudra de la place et des équipements pour ces nouveaux effectifs. Ici, nous croyons à une grande pagaye sur ces questions.



Les copains n'étaient pas joyeux ces jours-ci, mais il faut réserver nos forces pour des heures plus décisives que celles-ci. C'est une sérieuse préparation à la guerre mais ce n'est pas encore la guerre. S'épuiser en de vaines douleurs n'est utile à rien. Il faut garder les yeux secs et la tête claire pour comprendre ce qui se passe et agir dans le sens prescrit par la situation. Nous avons le temps de pleurer nos morts, inutile d'an-

ticiper sur leur décès. Du reste, ce ne sont pas les pleurs qui les vengeront et c'est dans le sens d'une organisation de la vengeance qu'il vaudrait mieux anticiper.

Je sais que beaucoup de choses nous font désespérer, nous incitent à tout renier, à nous laisser glisser au désespoir. Mais tout cela sera peut-être pire encore dans quelque temps. Peut-être aussi que, dans quelque temps, les choses seront autrement, les hommes aussi et que l'enthousiasme se réveillera. Mais nous ne pouvons et ne devons pas réagir seulement avec le cœur ou les nerfs, il est bon d'en avoir, mais c'est la tête qui doit d'abord réagir et mettre les nerfs et la tête à son service.

Les petits bourgeois se sont installés dans la médiocrité que le régime leur permet. Ils en sont satisfaits. Ils ont cru que toutes ces choses et l'ordre social qui les « combait » étaient immuables, que le livre de l'histoire était fermé au jour de leur naissance ; les grands bouleversements internationaux auxquels nous assistons les affolent et les poussent au désespoir. Ils trépident de rage impuissante devant la terre qui bouge et détruit l'équilibre de leurs châteaux de cartes. Mais la terre s'en fout comme l'histoire se fout des petits bourgeois et de leurs desseins ou de leurs illusions. Pauvres petits bourgeois !

Ici nous n'avons que les nouvelles communiquées par la presse. J'aimerais bien connaître quelques détails sur la situation dans la région parisienne ; par exemple quelle est la réaction des gars du bâtiment trahis par la C.G.T. ? Que dit-on chez Farman et dans la métallurgie ?

La guerre n'est pas immédiate

A mobilisation continue. En deux jours tout a changé ici. Des vieux qui ont de l'âge arrivent chaque heure. Des camions font la navette entre le centre de recrutement et la banlieue pour équiper les compagnies cantonnées dans les villages environnants.

Quand je suis fatigué de discuter, ou de lire, je vais me proposer pour un petit voyage en bagnole, ensuite je mange, je sors le soir et je rentre me coucher à 9 heures. Vraiment, la mobilisation n'est pas la guerre.

Encore une fois, j'ai changé de chambre. Je suis dans une petite carrée plus propre où nous couchons, à 7 bien à l'aise.

Actuellement circulent des bruits sur un soulèvement en Italie et un attentat contre Goering, mais les bobards sont si fréquents et mes informations si rares que je ne crois à rien avant ce soir.

J'ai l'impression qu'un tournant fondamental est en train de s'opérer dans la politique de l'Europe. Les partis fascistes allemands et italiens se sont lancés trop rapidement sur la route de la guerre. Ces bruits de l'après-midi au sujet de coup d'Etat en Italie ont quand même une base qu'il faut considérer : l'opposition de l'aristocratie qui doit défendre les intérêts d'une aile du capital italien et en Allemagne l'opposition de la Reichswehr qui s'est à nouveau manifestée et à laquelle Hitler a rappelé qu'il « était l'homme du 30 juin » (assassinat de Roehm).

Si les oppositions s'affirmaient et passaient à des formes de putsch, un soulèvement des masses prolétaires ne serait pas impossible à la faveur de l'ébranlement de l'appareil d'Etat. Ce seraient alors des perspectives extraordinaires pour le mouvement ouvrier international.

Si non, le pacte à quatre d'où est exclue la Russie doit signifier un changement d'attitude de la France et de l'Angleterre vis-à-vis de l'U.R.S.S., un tournant dans la politique extérieure avec toutes ses conséquences en France dans la politique intérieure.

D'une manière générale, je ne pense pas que la guerre soit immédiate et je la vois même passablement reculée, mais ne nous engageons pas trop vite et attendons les informations de ce soir.

Gendarmes et staliniens...

LES affiches de mobilisation des catégories 2 et 3 auront créé bien des déceptions parmi les femmes. C'est ainsi qu'après avoir accompagné leurs maris ou leurs frères, les pandores d'Argenteuil allaient, au début de la semaine chez un certain nombre de mobilisés pour leur annoncer qu'elles devaient rester chez elles. Stupéfaction parmi les femmes qui ne prirent pas de gants pour leur dire ce

une"

UE DE MORT



casernes et les casernes, le contact avec « La Commune » nous sont régulièrement parvenues, parceque, dans les fatale, la liaison entre les révolutionnaires apparaissait fon-

reil militaire ou atteindre par la démoralisation. L'exemple dans leur lutte. Il reste le drapeau du combat pour le Défait-

qu'elles pensaient, tant de ces garde-chiourmes que de l'état-major.

**

A Clichy, les staliniens, dès jeudi, passaient près des établis pour faire signer des listes afin que les gars travaillent samedi pour la défense nationale et le produit de leur journée versée à ceux qui étaient partis. Ils ramassèrent un tel échec que, samedi matin, ce furent eux qui donnèrent l'ordre de débrayer vu l'affluence des ouvriers leur coup n'avait pas réussi. Argenteuil a travaillé, il est incontestable que le rapport pour la bourgeoisie n'a pas été bien fameux, pour les staliniens, ils avaient réussi dans cette boîte à faire travailler les gars.



Un de nos camarades demanda, le lundi 26, ce qu'ils comptaient faire devant la situation, il lui fut répondu qu'ils attendaient des ordres de la Fédération ; les ouvriers attendent encore, c'est comme l'ordre de se mettre en grève pour épauler les gars de chez Goodrich, il est à venir.

Sur la ligne Maginot

Il est difficile de passer complètement inaperçu lorsqu'on possède déjà un dossier de « recommandation ». Malgré cela, je suis en liaison avec des camarades d'autres compagnies qui manifestent une bonne attitude. Chaque soir, les copains me demandent mon avis sur la situation. Souvent nous commentons la presse.

Lors d'une soirée improvisée dans une chambre, nous avons chanté des chants révolutionnaires et nous nous sommes quittés au chant de « La Jeune Garde ». Cette soirée a beaucoup rapproché les copains politiquement.

Les femmes, qui ont aperçu leur mari à travers les grilles, reprennent le lendemain matin, dès 7 heures, leur attente. De leur groupe, des protestations s'élèvent, déterminant la décision des chefs de donner quartier libre de 12 à 21 heures, avec contre-appel à 17 heures.

A jet continu, des groupes de réservistes arrivent, qui sont immédiatement dirigés vers d'autres centres, sans avoir été équipés. Certains, avec leur vieille capote, leur casque ou leur képi se présentent comme des revenants de « 14 ». Ceux qui attendaient à la porte de la caserne, pour prolonger leurs derniers instants de liberté, se résignent enfin à y rentrer. La « frousse » affichée en toute franchise de ceux qui partent se double de l'espoir de la bonne planque et les pousse à ne pas se compromettre.

De la Marne

Je suis affecté à la compagnie moto. On pourrait croire que c'est un flon. Quelle profonde erreur ! En effet, le rôle des motocyclistes a été défini l'autre jour par le capitaine, dans un langage sans fioritures. Ils servent surtout de couverture, c'est-à-dire qu'ils sont éclaireurs, ayant pour charge de découvrir l'ennemi. Une demi-douzaine de motos peuvent se suivre à une distance donnée. Si la première moto semble avoir disparu, la deuxième doit poursuivre les investigations, puis la troisième, etc... jusqu'à ce qu'un motocycliste aperçoive ou comprenne que ceux qui le précédaient ont subi les coups de l'ennemi. Drôle de tâche, en vérité.

Le capitaine a dit des phrases comme celles-ci : « Une compagnie moto, ça n'existe pas. » « Vous êtes des sacrifiés ». « Il ne doit pas en revenir un seul », etc...

Inutile d'en ajouter davantage. C'est suffisamment édifiant.

Dans toute la région, des incidents ont éclaté entre civils étrangers, plus particulièrement Italiens et Polo-

nais et mobilisés français. Il paraît d'ailleurs que, dans le but d'éviter de nouveaux incidents, tous les étrangers vont être « ramassés » et dirigés sur des camps de concentration qui seraient spécialement créés pour eux.

**

5 OCTOBRE 38

Ce matin, nous sentons que les G.D.V. veulent se rendre maîtres de la situation. Discipline !

Les gars ont peur que leur action d'hier, qui avait si rapidement porté, attire la répression. (Une feuille régionale a, dès ce matin, passé une note pour tranquilliser les réservistes sur leur libération !). Mais la rancœur ne tarde pas à se manifester à nouveau chez les gars et au réfectoire nouvelle explosion de mécontentement. La nourriture est moins qu'insuffisante et détestable en même temps. On martèle sur les tables notre cri d'hier : « Libérez la réserve ! Libérez la réserve ! » Des aliments sont projetés dans la direction des sous-offs. Le capitaine qui veut rétablir l'ordre n'arrive pas à se faire entendre.

A une heure, le bruit se repand comme une trainée de poudre : la réserve est renvoyée dans ses foyers demain matin.

Les réservistes manifestent pour la libération

Nous étions appelés pour une « période obligatoire » de 21 jours le 14 septembre, donc, le 4, nous devions normalement être libérés.

Les camarades étaient très inquiets la veille, au sujet du départ : pas un ordre, pas une mesure de démobilisation.

Nous avons décidé de nous mettre tous en civil ce matin du 4 octobre. Le mot d'ordre fait rapidement le tour des compagnies. Dans certains coins, les gradés pourchassent les gars en civil, les menacent de punition. Les copains flanchent dans plusieurs compagnies.

Pas un ordre pour nous libérer. Nous sommes considérés vraiment comme quantité négligeable ! Beaucoup d'entre nous sont attendus à la maison ce soir et doivent reprendre le travail demain matin.

Nous demandons que l'on confirme ou infirme l'échéance de notre libération, mais le capitaine de réserve qui nous commande ne sait rien officiellement.

« A 2 h. 30, rassemblement des réservistes dans la cour du quartier pour manifester pour la libération ». Le mot d'ordre se répand en vitesse dans les compagnies et, par petits groupes au début, les gars se rassemblent dans divers coins du quartier, puis une colonne se détache de la C.H.R., se dirigeant vers le bureau du colonel.

C'est le capitaine-adjoint qui reçoit les manifestants sur le pas de la porte. Blême à la fois de peur et de colère, il s'excuse de ne pas avoir d'ordres pour nous libérer. Il supplie les réservistes de regagner les compagnies et de se remettre en militaires, la libération ne sachant tarder.

Les gars sont mécontents et expriment, sans détours, leur colère. Des cris fusent : « Libérez la Réserve ! » « Abas la Guerre ».

Deux heures plus tard, rassemblement général des réservistes pour entendre le colonel.

La grotesque présentation rituelle soulève l'hilarité des gars qui retiennent avec peine leurs rires. Le colon, petit bonhomme botteux, s'essale, au milieu d'un millier de réservistes, à une présentation qu'il voudrait imposante.

Dans un discours habile où la pommade se mêle à la menace, il nous informe que nous ne pouvons être libérés actuellement, car une décision parue le 25 septembre tient les hommes sous les drapeaux au delà du temps de réserve.

Rompez les rangs !

Le mécontentement grandit chez les gars. Certains désespèrent et demandent à la vinaisse de les reconforter. On nous confisque nos vêtements civils et demain nous recommencerons l'ordre serré.

Travail composé et tiré par des ouvriers syndiqués.

IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE ».

Le Gérant : BARRATINS.

Le "défaitisme" de Flandin, Doriot et Cie

Il n'est pas rare de rencontrer des camarades surpris de la position adoptée au cours de la tension internationale croissante par les Flandin, les Doriot, les La Rocque. Que signifie-t-elle ? Que veut dire ce « défaitisme » dénoncé même dans les propres rangs de l'Alliance démocratique ?

On a beaucoup moins de raisons d'être surpris quand on tient compte d'abord que ce « défaitisme » n'existait pas comme tel ; les Flandin, La Rocque, Doriot, prétendaient non pas assurer la défaite de l'Etat capitaliste français, mais tout au contraire mieux le défendre que tous autres. D'autre part, s'ils ont exercé une pression très forte, considérable même de la part d'un Flandin, ce parlementaire de toujours passant à l'appel aux masses par voie d'affiches, il est certain que si la guerre s'était engagée, ils auraient cessé ipso facto leur agitation, peut-être même leur opposition politique.

Ce cas de Flandin n'est nullement original, sauf dans sa forme. Il a un précédent célèbre, celui de Caillaux avant 1914... et même au cours de la guerre ; partisan de l'entente franco-allemande, il avait réglé le conflit d'Agadir, ce qui lui valut une campagne de presse très violente ; pendant la guerre de 1914-18, il chercha à poursuivre sa politique, ce pour quoi Clemenceau le fit passer en Haute-Cour. Flandin ne risquait pas tant.

Cette opposition exprime que la bourgeoisie, même à l'échelle nationale, n'est pas une, monolithique. En France, le Gouvernement oscillait entre deux courants, celui de la guerre immédiate et celui d'une médiation au prix le plus cher. Les Doriot, La Rocque, Flandin, estimaient que ce dernier courant devait l'emporter, car il était dicté par la nécessité de l'entente franco-anglaise. Aussi, Doriot, La Rocque et Flandin ont exploité les événements pour une opération de politique intérieure.

Flandin a vu le parti communiste se lancer tête baissée sur le chemin de la guerre, entraînant une partie de la C.G.T. et une fraction du parti socialiste. Aussitôt, cette brèche du Front Populaire, il tenta de l'agrandir et de prendre le ministère sous sa coupe. En demandant la réunion des Chambres, tout comme les staliniens, il voulait faire la preuve que le gouvernement — s'il ne pouvait obtenir un vote unanime de confiance, ce qui n'était et n'est pas du tout exclu — avait besoin d'une majorité de rechange. Les quelques quolibets du « Populaire » et de l'« Œuvre » ne pouvaient tromper personne. Pour la masse petite bourgeoise, les apparences étaient que Daladier, pour s'opposer à la guerre, devait s'appuyer sur les ennemis du Front populaire.

En même temps que les militants révolutionnaires dénonceront le chauvinisme de MM. Péri, de Kéris, ils démasqueront le « défaitisme » et le « pacifisme » des Doriot, La Rocque, Flandin. Ces agents du capital préparent aussi la guerre, mais ils veulent la mener dans des conditions où le prolétariat sera maté, car c'est le dépècement de l'U.R.S.S. qu'ils visent.

Les affiches de FLANDIN

F LANDIN a placardé des affiches : « Appel au Peuple de France », dans laquelle il soutient la politique de soi-disant pacifisme du parti radical français.

Près de deux cents personnes étaient autour de l'affiche sur les boulevards ; arrive une camionnette de la Préfecture ; les agents déchirent et arrachent l'affiche : applaudissements unanimes dans la foule.

Des abonnements!

ABONNE-TOI A « LA COMMUNE » (6 fr. 50 le No.)

3 mois 8 Fr.
6 mois 15 Fr.
1 an 30 Fr.

ABONNE-TOI A « LA VERITE » (6 fr. le No.)

1 an 30 Fr.

Seuls les abonnements et les efforts personnels des lecteurs permettent à « La Commune » et à « La Vérité » de pouvoir vivre.

Compte Chèque Postal : BRAUSCH 1773-07 Paris

La C.G.T. dans les grèves

L'ACTUALITE a déroulé son film hallucinant à une vitesse telle que des événements importants ont été estompés. Pour ce qui est de la C.G.T. il est bon d'en rappeler quelques-uns.

Les pacifistes du Centre d'Action Syndical contre la guerre dénoncent le bellicisme des staliniens. Mais ils n'ont pu en fait faire plus que se mettre à la remorque d'un Chamberlain. Au moment même où ils publiaient leurs affiches, des membres de ce Centre contribuaient à la préparation de la guerre.

N'est-ce pas Chevalrue et Roye, des Métaux, acceptant — tout comme Costes — pour les ouvriers de l'Aviation de travailler samedi et dimanche ?

Qu'en dit le Centre Syndical de la liquidation pure et simple de la grève du Bâtiment ? Où est l'opposition du sieur Froideval ? Où sont les protestations de « Syndicats » ?

Il nous faut poser une question. Nos renseignements sont précis et nous ne craignons pas un démenti. Nous savons qu'on ne nous répondra pas, mais y aura-t-il à Nantes, au prochain Congrès confédéral, un délégué pour soulever la question ?

Est-il vrai qu'à une réunion de la C.A. de la C.G.T. tenue au début de la semaine si tourmentée ou à la fin de la semaine précédente, le bon Français Laurat ait présenté une proposition de suppression de toute grève dans la période qui venait ? Est-il vrai qu'au cours du débat, on ait imposé, contre cette proposition inqualifiable, l'autonomie de chaque Fédération dans le cadre de la C.G.T. ?

Qui répondra sur ces points, « La Vie Ouvrière » ou « Syndicats » ?

Pour une conférence des minoritaires de la C.G.T.

L'ASSEMBLEE générale de l'« Ecole Emancipée », tenue à Nantes au début du mois d'août, a consacré la fusion du Cercle « Lutte de Classes » et de la minorité révolutionnaire de l'enseignement, en même temps qu'elle arrêtait définitivement le texte d'un manifeste rédigé par une commission nommée par la conférence des minorités qui s'était réunie à la Pentecôte.

Ce texte se prononce pour l'indépendance du syndicalisme à l'égard des partis politiques et des gouvernements. Nous avons maintes fois critiqué une telle conception et nous dénonçons encore aujourd'hui l'équivoque que recouvrent de telles formules. Cependant, tel qu'il est, le texte adopté à Nantes peut constituer une base pour le regroupement des révolutionnaires à l'intérieur des syndicats et les communistes-internationalistes ne ménageront pas leurs efforts dans cette voie.

A Nantes avait été décidée la tenue d'une Conférence nationale de la minorité révolutionnaire pour octobre ou novembre. Cette Conférence doit se tenir et, dès maintenant, il convient d'envisager les moyens de la préparer sérieusement.

L'assemblée de cadres de l'union des syndicats de la Seine

DU 20 SEPTEMBRE

Devant une salle comble, Hénaff, président, indique les points à l'ordre du jour : grève du bâtiment ; situation extérieure. Il indique que la grève a été déclenchée après épuisement de tous les moyens de conciliation, qu'elle doit être soutenue par tous les moyens, parle des gars du bâtiment qui ne restent pas dans leur lit, dénonce le gouvernement « provisoire » de Daladier, mais se prononce contre l'aventurisme.

Parlant du second point, il affirme : plutôt la guerre que la servitude, et demande une action internationale des peuples groupés dans la F.S.I.

Arrachard, lui succédant, fait des phrases sur la démocratie qui maintenant permet de reprendre les conquêtes sociales mais qui a permis en juin 36 d'obtenir des améliorations. Concernant la défense nationale, il déclare : nous n'avons de leçons à recevoir de personne.

L'intervention d'un nommé Reblère, au nom d'une association de miliciens d'Espagne, est à relever : il signale le cas d'une cinquantaine de miliciens actuellement à l'Armée du Salut ; il faut les aider, dit-il, pour qu'ils ne soient pas gagnés par les dorlotistes et les trotskystes. C'est alors une longue tirade contre la « cinquième colonne ».

Enfin, nouveau grand discours du petit Raynaud. Il est pour la défense passive et demande l'ouverture de grands travaux pour abris. Il s'en prend aussi au gouvernement provisoire. Il dénonce le chantage de la bourgeoisie invoquant les luttes sociales pour pratiquer une politique de « lâcheté ». Le Front populaire, déclare-t-il, donne satisfaction au peuple de ce pays, défend la paix implique la défense de la France du front populaire. Il proteste contre la non-convocation de l'I.C. à la Conférence de Londres (II^e Internationale et F.S.I.).

Le chauvinisme coulait de partout. A la fin, Hénaff vint annoncer la réquisition des chantiers de défense passive. A l'action, crie la salle. Mais les bureaucrates n'en veulent pas.

Une chose est de triompher dans des assemblées de ce genre, une autre est de continuer à duper longtemp



les ouvriers. Le danger de guerre a pu paralyser la en partie paralyser la grande masse ; mais il ne faut que quelque temps de réflexion pour qu'elle comprenne que son salut est dans la lutte acharnée, en dépit des directions de trahison.

Dans les services publics

LES bonzes du Cartel régional des Services publics avaient convoqué pour le 24 septembre une assemblée des cadres de leurs syndicats.

Malgré que des questions importantes soient à l'ordre du jour, comme les 40 heures et les salaires, aucune discussion sérieuse ne fut provoquée à la base sur les méthodes à adopter pour faire aboutir les revendications.

Les dirigeants syndicaux ne pouvaient permettre aux travailleurs de discuter sur leur politique de collaboration de classes ; il fallait à tout prix cacher leurs multiples trahisons en actionnant la soupape de sûreté. C'est ainsi que la réunion du 24 septembre eut lieu afin de donner l'impression d'une large consultation de la base.

Les débats, ou plutôt la péroration des leaders régionaux, permit à nos camarades de constater l'impulsivité des dirigeants et leur complicité avec nos ennemis de classe.

Au moment où l'affaire de la Tchécoslovaquie menaçait de dégénérer en guerre, Laverne, rapporteur général, fut contraint de déclarer qu'à cette réunion aucune discussion ne pouvait avoir lieu sur les événements actuels, mais que l'Assemblée devait marquer sa solidarité avec la Tchécoslovaquie ; ainsi, les militants devaient accepter aveuglément les déclarations de Laverne sans débat et, devant la volonté manifestée par les bonzes d'empêcher des camarades de base de défendre leur position, l'Assemblée se désagrégea très rapidement, et, à 17 heures, après 2 heures de séance, les dirigeants syndicaux durent plier bagages et faire voter à un auditoire clairsemé un ordre du jour qui ne reflétait pas l'opinion de l'ensemble des fonctionnaires.

L'échec de ce rassemblement doit être une leçon et indique aux travailleurs qu'il est nécessaire de créer leurs directions de combat devant rempalacer les traitres à la classe ouvrière ; sans tarder, ils formeront partout des « Conseils d'entreprises » (Soviets) seuls capables de lutter contre la guerre et de faire triompher leurs légitimes revendications.

Lettre d'un carrier

Cher Camarade,

Pour « La Commune » je voudrais vous signaler que les ouvriers de la carrière de Thuris (Côte-d'Or) protestent contre l'exploitation dont ils ont été victimes tout l'été dernier.

Voici quelques salaires qui nous ont été appliqués depuis le 1^{er} août 1938 après un rajustement de 15 % consécutif à la grève.

Forgerons : 6 fr. 50 de l'heure.

Mineurs : 6 fr. de l'heure.

11 Juillet - 11 Septembre. Il y a 2 mois que le conflit fut déclenché par les dockers marseillais. Ne l'oublions pas, c'est sur le refus des patrons accablés de discuter le rajustement des salaires, qui s'imposait par l'augmentation du coût de la vie, que les dockers déclenchèrent le mouvement en refusant de travailler en heures supplémentaires, travaux de nuit, et les dimanches et jours fériés. (Cela, les fascistes et leur presse à la solde des patrons, et principalement le « Petit Marseillais », l'oublent bien volontiers.)

Pendant 2 mois, les dockers, pleins d'allant et de combativité, luttèrent avec courage ; ils furent à l'avant-garde des luttes ouvrières pour le maintien des 40 heures et leur lutte sonna le réveil de la classe ouvrière attaquée dans ses conquêtes par le patronat et par son complice le gouvernement Daladier.

Jamais, pendant ces deux mois, les dockers ne furent autant maltraités et salis par les réactionnaires de tous crins et leur presse pourrie.

Jamais, également, ils ne furent autant mal défendus, mal dirigés, par leurs « responsables » syndicaux, les Gagnaire, les Andréani et consorts.

Ces derniers, par des manœuvres inspirées de la politique des communistes-staliniens dont le rôle est de monnayer les luttes ouvrières dans le monde entier contre l'assurance que la bourgeoisie défend la domination de la bureaucratie russe, ont, de concessions en concessions, divisé les dockers les plus faibles et découragés les plus forts.

Suprême insulte, les dirigeants, en ne donnant aucune directive aux dockers, ceux-ci, désorientés, ne se sont pas opposés à la réquisition et à la mobilisation du port.

LE COIN D

Ajusteurs-mécaniciens : 4 fr. 60 de l'heure.

Manœuvres : 4 fr. 40 de l'heure.

Pousseurs, convoyeurs : 5 fr. 20 de l'heure.

Auparavant nous devions faire 45, 60 ou 70 heures par semaine, depuis le rajustement, il y a deux mois, nous subissons un chômage partiel.

Les patrons ont également dû utiliser la main-d'œuvre étrangère contre les ouvriers. C'est ainsi qu'ils ont placé aux postes de chefs de chantiers des Italiens pour défendre leurs intérêts.

Aux militants politiques émigrés, l'expulsion et le refus de cartes de travailleurs. Mais aux émules de Mussolini on confie la direction des chantiers.

Les magasins Réaumur

VOICI trois jours encore, nous étions prêts, en tant que Français, à faire le sacrifice de notre peau pour la défense d'intérêts capitalistes engagés par la France en Tchécoslovaquie.

L'horizon n'est pas encore éclairci, nous ne sommes pas encore réveillés de cet effroyable cauchemar, que déjà nos patrons nous rappellent à une triste réalité, par le renvoi massif de tout un rayon dont le seul tort était d'être syndiqué dans son ensemble à la C.G.T.

Méfiez-vous, camarades, cette attaque, actuellement localisée aux magasins « Réaumur », en pleine période de discussion de la Convention collective, est le prélude à l'exécution généralisée d'un plan patronal en vue d'amorcer le sabotage de vos 40 heures, de vos droits et de vos revendications par un chantage aux Ilencens.

Nous croyons utile de dénoncer, nous, les futurs « machabs » de la prochaine dernière, et nous venons enfin de comprendre que l'ennemi n'est pas le travailleur étranger, les noms de France, d'Allemagne, d'Italie, d'Angleterre ou autre ne sont que des étiquettes d'abstractions géographiques.

L'ennemi, c'est le capitalisme dont Jaurès a si justement dit qu'il portait la guerre en son sein comme la nuée porte l'orage.

L'ennemi, c'est ce système qui permet à une poignée d'individus de cacher un égoïsme forcené



Une autre grève qu'il

Comment les dock

Sous la menace de 10.000 gardes-chiourmes armés au service du grand capital, les dockers ont dû subir, pendant leur travail, cette contrainte, la rage au cœur, en maudissant les « chefs » incapables volontairement.

Aujourd'hui, 12 septembre, ce n'est que par la lecture des journaux que les dockers sont avisés de la fin du conflit.

Un accord définitif sera signé ce soir, entre les patrons et les délégués ouvriers dans le bureau de M. de Monzie.

Avant d'examiner les termes de cet accord, et afin de rafraîchir la mémoire de quelques-uns, nous dresserons immédiatement un court tableau indiquant les principales dates de la lutte.

11 juillet. — Les techniciens de la Métallurgie de Marseille viennent à peine de tirer la leçon de leur défaite, due à la fameuse loi de l'« arbitrage obligatoire », votée à la Chambre par tous les députés du « Front Populaire », communistes, staliniens et S.F.I.O. compris ; les dirigeants des dockers, Gagnaire en tête, poussés par la base, refusent l'arbitrage de M. Masselin et décident de lutter en refusant les heures supplémentaires.

1^{er} août. — Les patrons ne peuvent plus tolérer cette guerre d'usure et déclenchent une campagne de presse qui porte le conflit sur le terrain national et international.

14 août. — M. Masselin rend sa sentence. Elle est en faveur des patrons.

19 août. — En réunion générale, les dockers repoussent unanimement les conclusions de cette sentence et décident de continuer la lutte malgré l'intervention de Gagnaire et de Fanucchi qui veulent le compromis. Pas une seule voix se porte sur leur ordre du jour.

21 août. — Daladier envoie les Sénégalais travailler sur le port. Aucune directive du syndicat contre cet état de choses ; protestations platoniques seulement.

27 août. — Notre Comité de Soutien des Dockers fait appel aux dockers pour qu'ils fraternisent avec les Sénégalais le lendemain 28 août ; dans la même journée,



Coups de burin

Vive la Pologne ?

On avait bien prévu qu'à force de faire des acrobaties, les staliniens finiraient par se trouver dans une position gênante. Aujourd'hui, tout ce que le P.C.F. compte de Thorez, de Péri et autres traîtres à la classe ouvrière est devenu le gardien de l'intégrité de la Tchécoslovaquie et n'a pas assez d'injures pour la Hongrie et la Pologne.

Pour notre part, nous n'avions pas attendu la signature des accords de Munich pour découvrir que les travailleurs polonais étaient opprimés mais où est donc le temps où Thorez criait « Vive la Pologne » !

LES RENARDS OPPORTUNISTES OU TOUT FLATEUR VIT AUX DEPENS DE CELUI QUI L'ECOUTE

La « Lutte Ouvrière », dans un article destiné aux membres du P.S.O.P., s'exprime ainsi :

« ... nous nous félicitons que la tradition de Lénine et Liebknecht soit aussi celle de « Juin 1936 ». Tu parles !... »

Un autre cas, c'est celui de F. Challaye, qui croit pouvoir présider les meetings contre les procès de Moscou (« trotskystes agents de la Gestapo ») et en même temps elle rend visite aux dirigeants des syndicats fascistes allemands (Gestapo).

Voici ce qu'écrivit à ce sujet la « Lutte Ouvrière » :

« L'intention de F. Challaye est louable : éviter la guerre ; son honnêteté personnelle est hors de doute... »

En tout cas, ce Monsieur est tout à fait qualifié pour défendre les trotskystes !...

« Les permanents »

Tous les permanents staliniens ne gisent pas, comme on pourrait le croire, rue Lafayette. Il y en a d'autres, qui sont eux aussi, de « grands amis », mais qui coûtent plus cher que le G.D.V. Faucher ou le Rochette-Schneider.

Au moment de la tension internationale, un certain nombre de journaux publiaient, chaque jour, des articles d'une inspiration si voisine qu'on en était un peu troublé. Il y avait, bien entendu, « L'Humanité » et « Ce Soir », mais aussi « L'Epoque » et « L'Ordre » de Buré. Celui-ci n'est pas député, mais Kérillès siège à la Chambre. Et il a voulu rester jusqu'au bout fidèle à la mangoire qui doit se trouver quelque part rue de Grenelle. Seul de la droite, il a voté, en compagnie des 73, contre le gouvernement et il est longuement intervenu à la tribune pour refaire le discours que venait de prononcer Péri.

La-dessus, « L'Humanité » de saluer le « geste courageux » dudit Kérillès. Tu parles !...

Ils considèrent que ces deux questions sont indissolublement liées au respect des engagements pris et à l'assistance mutuelle des démocraties, seul moyen d'assurer une paix véritable.

Etant animés par ce souci, ils ne peuvent admettre que certains journaux, comme « Le Jour » et « Paris-Midi », qui applaudissent aux succès du fascisme, encouragés par les faiblesses pratiquées à son égard, présentent leurs efforts pour la paix et la défense du pays comme étant une approbation des capitulations inutiles et dangereuses devant la politique d'intimidation fasciste.

Ils se considèrent donc, devant de tels faits, comme dégagés de leur acceptation de cette journée supplémentaire venant s'ajouter aux 45 heures actuellement pratiquées dans cette industrie, au moment où des milliers de leurs camarades sont sans travail, acceptation qui n'était motivée que par des circonstances absolument exceptionnelles, qui n'ont plus lieu d'être aujourd'hui.

Quelques commentaires ne seront pas superflus :

- 1) Il est faux que « les ouvriers de l'industrie aéronautique » aient accepté, ce sont les dirigeants syndicaux et eux seuls qui ont accepté ;
- 2) Ce sont ces mêmes dirigeants syndicaux qui avouent que, pour une politique de guerre, ils sont prêts à faire trimer le prolétariat ;

- 3) Tout en se défendant faiblement contre les compléments de la presse réactionnaire, les dirigeants de la Fédération reconnaissent que déjà les ouvriers de l'aviation font 45 heures par semaine, décision acceptée par les responsables syndicaux après la grève de mars-avril dernier. Cette acceptation des 45 heures montre qu'indépendamment des fluctuations de la politique extérieure de l'impérialisme français, ou plus exactement des manœuvres de ce dernier, les dirigeants de la Fédération des Métaux ont trahi les ouvriers, en abandonnant la plus grande conquête de la grève de Juin 36, les 40 heures, pour assurer aux exploitateurs la possibilité de poursuivre leur exploitation.

Les métallos commencent à comprendre de mieux en mieux le jeu de leurs dirigeants. La minorité révolutionnaire grandit et grandira. Elle mènera la lutte contre les heures supplémentaires, contre la préparation à la guerre impérialiste.

NOTRE PERMANENCE :

Tous les jours de 19 à 20 heures

36, rue du Château-d'Eau, Paris (10^e)

sous une facile façade de patriotisme outrancier en vue de vous préparer aux charniers futurs pour l'augmentation de leurs dividendes et votre association à cette sinistre comédie sera dans l'occurrence la plus favorable de vous réduire en temps de paix à mendier du travail ou à crever de faim.

En tant qu'hommes conscients, nous nous révoltons contre cette condition d'esclave économique et nous dénonçons le capitalisme comme cause profonde de misères et de guerres par les contradictions économiques qu'il engendre.

La mesure qui nous frappe aujourd'hui vous frappera demain.

Que ceci vous soit un avertissement à vous qui, hier encore, étiez prêts à sacrifier femmes, enfants, tout enfin pour la défense des intérêts sordides de ces messieurs, laissez-vous attaquer votre droit à la vie ?...

Sachez que, dans la mesure où vous saurez défendre vos 40 heures, vos salaires et vos conventions collectives vous ferez barrage au fascisme et à la guerre,

Comité des Licenciés
des Magasins « Réaumur ».

Au central télégraphique de Paris

Au cours des derniers événements concernant le problème de la Tchécoslovaquie et de la guerre, nous avons pu remarquer que l'ensemble des travailleurs, du Central en particulier, étaient désarmés devant le danger.

La résistance qui aurait dû s'organiser, se manifester, au contraire fit place à une désastreuse apathie et à la résignation.

Il est donc nécessaire de rechercher, de révéler les causes profondes du manque de réflexe révolutionnaire de nos camarades en face du danger de guerre, et d'en tirer les conclusions pratiques qui s'imposent.

Si l'activité des sections syndicales locales fut inexistante pendant toute la période de tension internationale, la lourde responsabilité en incombe aux dirigeants de la C.G.T. qui imposent aux travailleurs l'usage de méthodes de collaboration avec notre ennemi le patron, l'Etat.

Quant au Parti Communiste Français, partisan de la défense nationale, de la patrie, il devait, sous le fallacieux prétexte de combattre le fascisme, préconiser dans l'« Humanité » la guerre, mais en réalité, un conflit n'aurait servi que les intérêts de l'Internationale des marchands de canon, les Krupp, les Schneider, les Skoda et autres.

Le Parti Socialiste, fidèle à sa politique de 1914, ne demande qu'une chose : trahir le prolétariat. Ainsi, les travailleurs qui ont encore confiance dans ces Partis furent incapables de s'opposer à la guerre.

Devant la défaite des masses laborieuses trahies, les travailleurs du Central doivent comprendre qu'ils ont la force entre leurs mains ; mais pour utiliser cette force contre la guerre, il est indispensable qu'ils s'organisent, non seulement en formant un comité contre la guerre, mais en préparant l'action directe pour faire aboutir leurs revendications immédiates en créant leur direction de combat, les « Conseils d'entreprises », seuls capables de les mener à la victoire.

Dans les métaux

Chez Hispano

J'ai posé au début de la semaine la question des 48 heures ; la délégation ouvrière semble d'accord dans sa majorité, étant donné toujours la défense nationale.

La Fédération

et les ouvriers de l'aviation

DANS la plus importante Fédération de la C.G.T., le rôle des dirigeants syndicaux s'est affirmé sans aucune hésitation en faveur de la défense nationale, c'est-à-dire des intérêts du capital. Le conflit entre deux cliques, la stalinienne et la réformiste ancienne, relative à l'attitude qu'il aurait fallu suivre en Tchécoslovaquie, ne met pas en cause la participation à la défense de la bourgeoisie. On vient d'en avoir un exemple édifiant.

Le Ministre de l'Air, Guy La Chambre, avait demandé la semaine dernière à la Fédération que les ouvriers de l'aviation travaillent le samedi et le dimanche. Sans consulter les ouvriers, les dirigeants, Costes aussi bien que Roy, acceptèrent avec enthousiasme la proposition gouvernementale ; n'allait-on pas directement vers la mobilisation générale et la guerre ? La presse bourgeoise applaudit bruyamment ce geste. Bravo, écrit le canard de Bailly.

Mais, le lendemain, survenait la conférence de Munich, et la décision des dirigeants syndicaux devenait un pas de clerc, en face d'une hostilité d'une grande quantité d'ouvriers. C'est la section de l'aviation qui fut chargée de redresser la situation, et de se dégager des encouragements du « Jour ». Elle revint donc au dernier moment sur la décision de travailler, et adopta une résolution qui mérite d'être reproduite en entier :

Les ouvriers de l'industrie aéronautique avaient accepté, il y a quelques jours, de travailler la journée du samedi 1^{er} octobre, afin de montrer leur accord le plus absolu avec la nécessité de défendre la sécurité du pays et les libertés démocratiques.

C'est également dans la mesure où le coup de la « mobilisation » a réussi pleinement avec la complicité flagrante des « chefs » que le gouvernement satisfait retirera ses gardes-chiourmes et accordera quelques miettes aux travailleurs des docks.

Les docks, divisés entre « anciens » et « nouveaux » par le syndicat, entre « français » et « étrangers » par le gouvernement, acceptèrent malheureusement trop facilement l'explication de la « victoire » obtenue par les manœuvres de leurs chefs dans les antichambres ministérielles.

Seule, une minorité, faible encore, aidée par le P.C.I., a compris dans la lutte de tous les jours qu'il fallait regrouper les ouvriers révolutionnaires pour faire face aux trahisons futures. Le fait qu'il s'est trouvé des dockers qui se sont opposés, dans la mesure de leurs forces, à la politique de trahison, est un gage que le prolétariat n'est pas encore battu en France et que le « morceau » de la guerre sera dur à avaler.

Pour que la guerre soit rejetée, il ne faut pas perdre un seul instant. Le premier comité des docks révolutionnaires a fonctionné sur un seul chantier. Il a discuté et a pris des décisions. Il doit rapidement propager l'idée des comités sur tous les chantiers qui furent en général moins favorisés que le sien.

Le premier comité des docks révolutionnaires, qui se réunira dorénavant tous les dimanches matin et tous les soirs si la situation le nécessite, préparera sérieusement sa lutte ; contre le capitalisme fauteur de guerre, contre tous les valets conscients ou inconscients, le premier comité des docks révolutionnaires est une préface aux soviets.

Permanence, tous les soirs, entre 6 heures et 7 heures, au Bar Jean, 30, rue de l'Académie, à Marseille.

a fallu terminer

ers furent trahis



les responsables, par un tract infâme, brisent l'élan des dockers qui auraient manifesté.

28 août. — Capitulation des « chefs » devant les décrets du 26 août de MM. Pomaret et de Monzie.

30 août. — Nouvelle réunion générale, malgré la trahison, les dockers refusent d'appliquer le nouveau règlement. Les chefs s'inclinent et se remettent à la tête du mouvement en reprenant la lutte telle qu'elle était depuis le 11 juillet.

Du 31 août au 5 septembre. — Manœuvres de la direction syndicale pour diviser le mouvement. Elle fait travailler des équipes de jaunes le dimanche 4 septembre, plus spécialement à la Joliette.

6 septembre. — Patrons et direction syndicale tombent d'accord, mais le gouvernement ne veut rien savoir. De Monzie téléphone une demi-heure avant la réunion générale des dockers ; il veut l'application du décret dans son intégralité ; il menace de la réquisition du port, nouveau décret qu'il a dans sa poche depuis le 30 août.

En face des menaces gouvernementales de mobiliser les gars (essai qui préface à la nouvelle guerre), la direction syndicale ne donne aucun moyen de lutte, ne préconise aucune méthode de combat et se défile en laissant supposer aux dockers que le gouvernement n'osera pas employer la force.

8 Septembre. — Mobilisation du port de Marseille, les dirigeants s'inclinent et acquiescent à ce coup de force. Daladier, qui est au pouvoir grâce aux S.F.I.O. et aux « communistes » staliniens qui lui ont frayé le chemin du pouvoir (nous ne nous laisserons pas de le répéter), a réussi son mauvais coup.

La bourgeoisie sait maintenant qu'elle peut compter sur la trahison des chefs syndicaux comme en 1914.

Pour pouvoir, le cas échéant, entraîner les ouvriers dans la guerre, la bourgeoisie laisse une certaine autorité aux chefs syndicaux afin de s'assurer toute leur complicité.

C'est dans cette mesure que le gouvernement, par son représentant de Monzie, a daigné discuter avec les Gagnaire et les Andréani.

LE COIN DU PROLO

Bloch, Blériot, Farman...

La direction du Syndicat a répondu oui, spontanément, à une demande de travail supplémentaire demandée par Guy la Chambre.

Cette réponse spontanée a été faite entre autres par Costes, Chevalrué, Duhamel et la base n'a pas été consultée.

Rationalisation

Pour faire accepter ces heures supplémentaires, ils ont promis aux ouvriers de faire embaucher un certain nombre de chômeurs en demandant l'achat de nouvelles machines, se prononçant pour une rationalisation du travail de l'usine.

Les Trotskystes sabotent la production

La stupidité des attaques contre des trotskystes qui saboteraient la production et sont toujours aux chloottes pour discuter, alternent avec des arguments qui voulaient paraître révolutionnaires : des ouvriers sont partis à l'armée, ils ont besoin d'armes pour pouvoir transformer la guerre impérialiste en guerre civile, donc il faut produire... En prison les trotskystes qui tentent le sabotage de la production.

Qui a voté la réquisition ?

« Il faut accepter les heures supplémentaires, car sans cela le gouvernement nous réquisitionnera », arguent des bureaucrates dont le Parti a donné à Daladier le droit de réquisitionner.

Rosengart

La boîte est au ralenti, mise à pied d'un grand nombre d'ouvriers.

Citroën-Epinettes

Dans les discussions animées que les ouvriers de l'usine engagèrent entre eux, une grande majorité était pour un arrangement pacifique.

Certains disaient : pas de concessions, oui, mais beaucoup de ceux-là étaient mobilisés à l'usine ; les autres, qui seraient partis les premiers, demandaient un arrangement pacifique.

Le pacte de Munich est un armistice, non une paix. On préparera mieux les esprits pour la grande tuerie. Et quand Chamberlain dit : « nous ne nous battons pas pour la Tchécoslovaquie, mais pour autre chose de plus grand », cela indique que quand Hitler s'attaquera aux colonies, alors la Cité de Londres mettra en marche tout son appareil militaire pour défendre ses colonies et ses dominions. La bourgeoisie mettra à profit les accords de Munich et ce cri de « Daladier-la-Paix » montre que notre ennemi va passer à l'attaque de tout ce qui nous reste des conquêtes de Juin 1936.

Si la classe ouvrière se laisse endormir par cette illusion de la paix en régime capitaliste, c'en est fini des quelques avantages qui nous restent. Il ne faut pas que nous laissons l'initiative de l'attaque au patronat, mais c'est nous qui devons attaquer la Bastille du capital. Classe contre classe ! Assez de collaboration de classe avec le Gouvernement. Nous ne voulons plus de grèves partielles, mais un nouveau Juin 36 mieux préparé, plus coordonné, qui aille jusqu'au bout.

Il faut lutter pour : retraite aux vieux, fonds national de chômage, échelle mobile, rajustement des salaires, contrôle ouvrier par les Conseils d'entreprises, et l'abolition du secret commercial, et c'est là en même temps la seule lutte efficace contre la guerre.

P.-S. — Nous parlerons dans le prochain numéro de l'accident des petites presses survenu à une ouvrière.

Chez Bloch (à Courbevoie)

La direction stalinienne continue à s'associer à la politique de guerre. La lutte revendicative pour les soldats n'est en réalité, de ce fait, qu'un alibi.

Le bureau de la section syndicale des ouvriers techniciens de la S.N.C.A.S.O. Bloch a adressé à Daladier, sans consulter les ouvriers, une résolution ainsi libellée :

1) De réclamer avec la plus vive insistance au Gouvernement pour qu'il prenne tout de suite les dispositions qui s'imposent afin que les familles des réservistes ne manquent pas de nécessaire ;

2) De demander au gouvernement de donner des ordres pour que les réservistes qui ont répondu avec calme et sang-froid pour la défense de la paix ne se trouvent pas dans une situation les obligeant à subvenir à leurs besoins, comme c'est le cas à Courbevoie ;

3) D'insister également pour que les réservistes appe-

Ouvrier

Soldat

Paysan

Fonctionnaire

Sois le correspondant
de la « Commune »

L'anarcho-syndicalisme

(Suite et fin)

Les décisions du Congrès de Paris sont au même niveau que la politique de Garcia Oliver et Cie. Les dirigeants de l'A.I.T. ont décidé de faire appel à la II^e, à la III^e Internationales et à l'Internationale d'Amsterdam, dans le but de créer un « front unique antifasciste international ». Pas un mot sur la lutte contre le capitalisme. Ils ont annoncé leurs méthodes de bataille : « boycott des marchandises fascistes » et « pression sur les gouvernements démocratiques », les méthodes les plus réalisables pour libérer le prolétariat...

C'est évidemment dans le but d'exercer une « pression » que le chef de la II^e Internationale, Blum, devint le Premier de la « démocratie » et fit tout son possible pour briser le mouvement révolutionnaire du prolétariat français. Uni à Staline, et avec la collaboration de Garcia Oliver, Blum aida Negrin-Prieto à étouffer la révolution du prolétariat espagnol. Dans tous ces actes, Jouhaux prit une part éminente. Avec de telles actions, le front uni des trois Internationales pour la lutte contre le prolétariat révolutionnaire se maintient depuis longtemps. Dans ce front, les leaders de la C.N.T. ont occupé une place qui, sans être illustre, n'en est pas moins honteuse...

UNE NOUVELLE TRAHISON

Le Congrès de Paris entrainera l'anarchisme mondial dans la même voie de trahison que les anarchistes espagnols. Ceci trouve une expression particulière dans le fait que, à partir de maintenant, le Secrétaire Général sera désigné par la C.N.T. espagnole.

En d'autres termes, le Secrétaire général sera, à partir de maintenant, un fonctionnaire du gouvernement bourgeois espagnol.

Qu'en disent messieurs les anarchistes, les théoriciens semi-anarchistes et les semi-théoriciens ? Suivant l'exemple des anarcho-syndicalistes espagnols, accepteront-ils le rôle de cinquième roue du char de la démocratie bourgeoise ?

On suppose que bon nombre d'anarchistes ne l'accepteront pas aussi simplement que cela. Mais pour surmonter cette difficulté, ils changent le thème de la conversation. Pourquoi se préoccuper de l'Espagne et du Congrès de Paris de l'A.I.T., alors que l'on peut parler de Cronstadt et de Makhno ? Des thèmes plus passionnants...

IV^e INTERNATIONALE

Les militants de l'Internationale anarchiste ne désirent évidemment pas suivre dans leur décadence et leur décomposition la II^e et la III^e Internationales. Il faut soulever que, le plus tôt possible, les travailleurs anarchistes honnêtes trouvent la voie de la IV^e Internationale.

Coyoacan, D.F. 17-1-1938.

L. TROTSKY.

(IV^e Internationale (Mexique)).

Ils ne solent pas tournés en dérision en raison de leur tenue pour le moins grotesque ;

Pensent que la défense nationale ne peut se concevoir dans de telles conditions et que le Gouvernement tiendra compte de ces considérations indispensables afin de mettre tout en œuvre pour appliquer ces mesures les plus élémentaires.

Mais, comme ils voulaient généreusement faire cadeau aux réservistes mobilisés aux alentours d'une usine, des vivres et de menus objets, ils pensèrent alors à faire circuler des listes de souscription. En même temps, ils firent connaître la résolution qu'ils avaient envoyée sans leur avis.

Mécontents de cette résolution ridicule et chauvine un certain nombre d'ouvriers refusèrent de participer à cette collecte, estimant qu'elle les obligeait à admettre la mobilisation et la défense nationale contre laquelle ils se dressent. Ils pensaient que la seule revendication possible des ouvriers était le renvoi des réservistes dans leurs foyers.

Dans les Services Publics

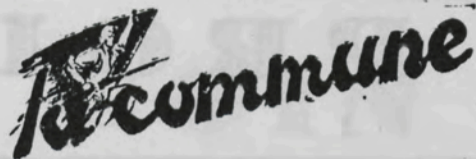
Au moment où le bâtiment est en grève, le mécontentement est toujours très grand parmi les travailleurs de la fonction publique et il se manifeste par des abandons de l'organisation syndicale. Afin de ne pas perdre leurs adhérents et devant la volonté de lutte des fonctionnaires, nous assistons à de multiples contorsions de la part des bureaucrates cégétistes ; c'est ainsi que le cartel des Services Publics de la Région parisienne convoque une « assemblée d'information » des délégués des différentes sections syndicales, pour le samedi 24 septembre.

Ce rassemblement, genre de foire, doit avoir à son ordre du jour les salaires et les 40 heures. Il est à noter qu'aucune préparation sérieuse n'a été faite à la base et les délégués viendront entendre des discours sans pouvoir apporter le point de vue des travailleurs. Les bonzes syndicaux traités ont peur que les prolétaires discutent et prennent conscience de leur force ; les complices du gouvernement bourgeois ne veulent pas de la lutte pour les revendications ouvrières.

Il ne reste qu'une seule voie aux travailleurs pour faire triompher leurs revendications : c'est de mettre à la porte les traitres, c'est de créer leurs directions, les « Conseils d'entreprises » (Soviets), élus par l'ensemble des exploités de l'établissement.

Au cotés du P.C.I.

Pour



Douze pages, « La Commune » de cette semaine a douze pages.

Voilà le journal qui devrait parvenir chaque samedi à ses lecteurs ; mais cela ne dépend pas de l'opiniâtreté de quelques camarades, mais du travail collectif et de l'appui de l'ensemble de nos lecteurs, amis et sympathisants.

Et, cet effort, nous devons pouvoir y compter, sans trêve et sans relâche, car la lutte continue. Aux formes de répressions déjà existantes, viendront s'ajouter toutes les formes de répression renforcée de l'appareil policier de Daladier ; aux saisies successives, UNE QUINZAINE EN MOINS D'UN AN, il nous faut songer aux poursuites et saisies de demain, et nous demandons et conseillons à nos lecteurs de S'ABONNER, SEUL MOYEN D'AVOIR REGULIEREMENT LE JOURNAL.

Notre budget, bien difficilement équilibré, s'alourdit de nouvelles charges absolument indispensables, pour y faire face et se préparer minutieusement aux luttes prochaines, il nous faut des tracts, des papillons, des brochures.

« La Commune », malgré toutes ces difficultés, doit être chaque semaine entre les mains de nos lecteurs.

Et si, aujourd'hui, ce journal peut sortir, c'est grâce aux camarades qui ont compris et nous ont fait parvenir des faits, des notes et des informations des usines, des champs et des casernes ; et aussi des souscriptions :

Chandi, Angleterre, 100 fr. — Th., 20 fr. — Pour la « C... », Charlot, 100 fr. — Paul, 15 fr. — B..., des Deux-Sèvres, 100 fr. — Pour le travail anti X..., 20 fr. — De l'Orne, un sympa, 8 fr. — Gen, 50 fr. — Rib, 20 fr. — R..., 250 fr. — T..., de Puteaux, 30 fr. — De Brive, 6 fr. 50. — H..., 50 fr. — De Marseille, 40 fr. — Jea, 20 fr. — Ch., de la Nièvre, 70 fr. — Mon, du Doubs, 100 francs. — Armand, 40 fr. — Continuer, R., de l'Aisne, 50 fr. — Jug., du Lot-et-Garonne, 50 fr. — Groupe de soldats, 22 fr. — Br., 30 fr. — Un sympa, 25 fr. — Pour le pli fermé, 40 fr. — B..., des Deux-Sèvres, deuxième envoi, 60 fr. — Tro., de Saint-Denis, 35 fr. — Total : 1.351 fr. 50.

CAMARADES, IL FAUT SUIVRE CET EXEMPLE !

Nous demandons au Camarade qui achète le journal au kiosque Maylin, allée Jean-Jaurès, à Toulouse, de nous écrire.

Nous tenons à la disposition des Camarades les numéros 145 spécial et 146. S'adresser au Centre.

Prière aux Camarades abonnés échus de répondre à notre lettre du 20 septembre sans autre retard.

La répression sévit !

A Lyon, 25 gars du Bâtiment sont arrêtés pour faits de grève.

A Paris, le gérant du « Libéraire » est emprisonné.

Les journaux révolutionnaires sont cueillis à la sortie des presses par la filaille à l'affût.

Deux membres du C.S.A.C.G. sont inculpés.

Solidarité entre les révolutionnaires devant la répression montante.

DIFFUSONS

« La bête trotskyste » explique...

AUX METALLOS TRAHIS...
POURQUOI ET COMMENT
LES QUARANTE HEURES
ONT ETE ABANDONNEES

(La grève du 24 mars au 16 avril)

Rédigée par des métallos, une brochure
de 20 pages : 0 fr. 50.

Les problèmes de construction de la IV^e Internationale

Les pourparlers entre le Secrétariat International
et le Parti Communiste Internationaliste
concernant l'unification des bolcheviks-léninistes

APRES plusieurs années de crise dans les rangs B.-L., après les exclusions et les scissions successives dans tous les pays : France, Espagne, Mexique, Hollande, Belgique, etc., il ne peut être surprenant qu'en une telle situation — péril immédiat de guerre impérialiste, désorientation et faiblesse du mouvement ouvrier, nécessité de construction d'un organe de direction révolutionnaire, trahisons du stalinisme et du réformisme, union sacrée, etc., — le S.I., au moyen du P.O.I. (« Lutte Ouvrière » du 23 septembre 1938, n° 91) donne une telle réponse aux pourparlers engagés avec le P.C.I. en vue de l'adhésion de celui-ci à la IV^e Internationale. Ceci est la conséquence de cela.

Le temps et les circonstances (à la suite de l'effondrement de la III^e Internationale, les événements d'Allemagne, d'Autriche, d'Abyssinie, les grèves de juin 1936, la guerre civile d'Espagne, etc., etc.) n'ont pas manqué à l'opposition de gauche pour s'édifier, se solidifier sur des bases inébranlables et vivre — sinon la vie d'une « grande organisation » — en tant qu'Etat-major révolutionnaire du prolétariat mondial, sur les principes de la démocratie prolétarienne et sur la base de son programme gigantesque qui se résume aujourd'hui dans le programme de la IV^e Internationale.

Au lieu de cela, l'opposition se trouve actuellement mutilée, et par la réaction, et par la provocation et les crimes de la bureaucratie stalinienne, et surtout (et c'est le point le plus miné) par son manque de cadres prolétariens solides, et d'un noyau international dirigeant, pensant et agissant par lui-même, sur la base de discussions honnêtes et saines et devant définir, compte tenu des enseignements et des expériences, la bonne marche en avant de l'organisation pour préparer la victoire de la révolution prolétarienne. Ces conditions sont les seules pouvant éviter, avec le plus de chances, la provocation du Guépéou dans les rangs bolcheviks-léninistes, ainsi que les manœuvres équivoques aboutissant à l'affaiblissement irréparable de l'organisation.

Les systèmes employés par le S.I. ne diffèrent dans aucun pays ni dans aucune circonstance. Nous l'avons répété assez souvent : commandement d'en haut, ultimatums, solutions données par la direction sans discussion et sous peine d'exclusion, procédés qui dégoûtent et font fuir les camarades s'approchant idéologiquement des B.-L. Les dernières conditions posées par le S.I. au P.C.I. sur le problème de l'unification des B.-L. en France en font foi. Il faut croire que les dirigeants du P.O.I. et le S.I. se moquent des responsabilités qui seraient retombées sur eux en cas de guerre avec la division des B.-L., pour ne pas apporter plus de bonne volonté, d'honnêteté, et donner une plus grande importance politique au problème urgent du regroupement des B.-L. en France.

De même qu'en Espagne, où la scission des B.L. (cas du « Soviet ») a été « transformée » par les soins du S.I. en « cas personnel » — de même qu'en Belgique où la scission a été attribuée à la « fatigue de Vereecken » — de même qu'au Mexique, etc., etc., le S.I. et le P.O.I. « voient » dans la scission en France, le « cas de la famille Molinier »...

En supposant que ce cas existe... (ce qui est faux), le S.I. a-t-il le droit de saboter pour cela l'unification des B.-L. en France, d'autant plus que le P.C.I. possède, en plus de la soi-disant « famille », une base essentiellement prolétarienne, et qu'il demande, qu'il exige une discussion politique immédiate sur les problèmes de France, d'Espagne et internationaux, au grand jour, devant toute la base des deux partis P.O.I. et P.C.I. et devant la classe ouvrière ?...

« La Lutte Ouvrière » écrit que « La Commune » n'a pas accepté les conditions de la résolution du S.I. C'est faux. Le P.C.I. a accepté ces propositions comme base de discussion et ses délégués l'ont signé dans un texte remis aux délégués du S.I.

Ou bien, le S.I. exigeait-il que le P.C.I. s'inclinaît devant ses « décisions » ? Ces méthodes sont bonnes et utilisées dans les partis stalinien mais ne peuvent être admises dans une organisation qui se propose de regrouper les forces

d'avant-garde pour diriger la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière.

D'autre part, il est absurde et prétentieux de penser (et ceci démontre la faiblesse idéologique de l'organisation) que le fait d'avoir proclamé la IV^e Internationale soit suffisant pour refuser, supprimer les discussions indispensables pour la vie d'une organisation révolutionnaire d'avant-garde devant se transformer en guide de la révolution mondiale. De même qu'il est pué et illusoire de croire que cette proclamation peut être efficace pour l'avenir de la classe ouvrière, en tant que « proclamation » uniquement sans la réalisation du regroupement de l'avant-garde prolétarienne qui se trouve sans aucun doute plus immédiatement dans le P.C.I. que dans le P.S.O.P.

Cependant la façon dont le P.O.I. et le S.I. envisagent l'unification des B.-L. est effarante. Aucun B.-L. honnête ne peut concevoir l'idée de la fusion sans « discuter », après deux années de scission. Ce n'est pas en discutant que l'on « tente de jeter la confusion » mais au contraire en se dérobant, comme l'a fait constamment le P.O.I., qui remplace les discussions par les calomnies les plus abjectes — contre les camarades non dans la « ligne » — crachées par sa presse dans un langage anti-prolétarien et de provocation qui rappelle par trop le langage stalinien contre le « trotskysme »...

Nous sommes tellement objectifs et nous craignons si peu la discussion, que nous publions la prose du P.O.I. afin que tous les camarades bolcheviks-léninistes puissent juger...

« Ni les brimades, ni les insultes et les falsifications ne pourront se substituer à la discussion et à la démocratie dans le mouvement ouvrier ». C'est ce que Trotsky nous a enseigné et c'est dans cette voie que nous continuerons sans défaillance.

(Tant que le S.I. ne nous aura pas répondu, nous nous demandons si nous devons considérer comme sa réponse ce que la « Lutte Ouvrière » a publié ?)

Bel exemple d'honnêteté révolutionnaire

Nous avons publié les procès-verbaux des premières réunions ainsi que les résolutions et la déclaration de la délégation du P.C.I. Tous documents qui contredisent sans équivoque les insanités de la « L. O. ».

Le groupe « La Commune » n'ayant consenti à faire adressé au Secrétariat International une lettre demandant, — sans engagements de sa part, — à participer à la Conférence de la Quatrième Internationale.

Le S.I., d'accord avec le Comité Central du P.O.I., avait répondu qu'il était prêt à entendre les propositions de ce groupe en vue de son unification avec le P.O.I.

Plusieurs délégations furent faites, dans ce sens. Le groupe « La Commune » n'ayant consenti à faire aucune proposition précise, le S.I. présenta une résolution définissant à quelles conditions exactes ce groupe pourrait s'unifier au P.O.I., section française de la Quatrième Internationale.

La « Commune » n'a pas accepté ces conditions. Molinier n'a voulu une fois de plus que se livrer à une manœuvre indignes. « Discuter » et tenter de jeter la confusion fut sa seule attitude constante. Pas une seule question politique ou organisationnelle ne fut soulevée par lui, sauf celle de son « cas ». Ce n'est pas par hasard que M. Molinier a cherché, dans la grave période actuelle, à se réintroduire dans notre mouvement international, en faisant bon marché de sa prétendue plate-forme politique. Sa manœuvre cynique a fait long feu.

Nous publierons tous les documents nécessaires à ce sujet, à bref délai, en invitant une fois de plus les camarades qui suivent « La Commune » à entrer dans nos rangs et à rejeter les manœuvres de la famille Molinier, dont l'attitude (voir récemment l'enquête sur notre camarade Klément) soulève des questions de plus en plus inquiétantes.

PROCES-VERBAL DE L'ENTREVUE DU SECRETARIAT INTERNATIONAL AVEC UNE DELEGATION DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

LE 18 SEPTEMBRE 1938

Présents : Pour le S.I. : Legrand, Trent, G. Busson, Lebrun.

Pour le P.C.I. : Maubras, Roland, Trocello, Molinier, Paul, Brausch, Martin.

Président de séance : Trent.

Procès-verbal : Martin.

Legrand, traduit par Trent. — Le S.I. s'est réuni le 16 septembre et a adopté la résolution suivante, dont nous vous donnons connaissance (résolution jointe). Du point de vue personnel de Legrand, la résolution du S.I. est un tout indivisible. Cependant, on peut la discuter point par point (lecture de la résolution est donnée par Maubras).

Maubras. — Malgré notre désir de réaliser l'unité, nous ne pouvons vous donner une réponse ici, dès maintenant. Nous demandons à examiner cette résolution en notre Comité central. L'unité doit être précédée d'une réunion commune de nos deux Comités centraux.

Trent. — Si l'on est d'accord sur le fond, on peut discuter les détails. Nous aurons par la suite une réunion entre deux délégations du P.O.I. et du P.C.I., mais nous demandons aux camarades du P.C.I. présents d'exprimer maintenant leur point de vue personnel.

Maubras. — Les camarades ici présents ont évidemment chacun un point de vue personnel et qu'ils discuteront dans leur organisation. Mais nous devons auparavant avoir une réunion commune de nos deux Comités centraux. La résolution déposée est une proposition du S.I. au P.C.I.

Molinier. — Nous avons une expérience. Comment les rapports existants entre les membres des deux organisations peuvent-ils être modifiés ? Pour ce que vous nous proposez-là, il faut d'abord des contacts entre nos deux organisations. Sinon, huit jours après l'unification, il y aurait des exclusions. Pour ce qui me concerne, et en ce qui me concerne, je suis d'accord avec ce que vous voudrez. Il y a trois ans, vous avez élu un Conseil général. Que reste-t-il aujourd'hui de ses membres ? Où sont-ils actuellement ? Combien sont en dehors de l'organisation bolchevique-léniniste ? Sneevliet est parti, Vereecken est parti, où sont d'autres, Musti, Zeller ? Je ne veux aucunement faire de rapprochement entre ces camarades entre eux, mais je cite et compte ce qu'il reste d'eux dans ce Conseil général. J'accepte pour moi mon élimination, mais je n'accepte pas des méthodes qui briseraient les militants et liquideraient l'organisation unifiée. Nous sommes traités publiquement de flics et de bande d'aventuriers. La tâche de l'organisme que nous voulons créer est de réaliser cette unification dans la vie et dans les faits. Il faut un contact préalable entre sommets et entre bases pour discuter les expériences acquises. Nous faisons actuellement devant l'Internationale la preuve de notre solidarité ; mais il faut réaliser les conditions qui rendent possible le travail commun, par la suite, dans l'organisation unifiée. Je vous rappelle un autre effet de cette même méthode : vous parlez de la précédente conférence ; on n'avait même pas averti les membres de la direction du Parti alors unique, de la tenue d'une Conférence Internationale ; les « délégués » de la section française avaient été désignés en secret par une fraction de la direction. Si ce que vous voulez créer aujourd'hui revêt encore cet aspect fractionnel, et si vous voulez nous liquider ou nous briser, vous aurez encore une scission, des scissions. Lisez le « Cours Nouveau ». Ces conditions que vous proposez sont pour moi compatibles, cependant, avec l'organisation que nous voulons créer, si votre volonté est de réaliser une unification réelle. Vous voulez une représentation du P.C.I. « adéquate », adéquate à quoi ? en fonction de quoi ? nous voulons le savoir. Votre résolution ne le dit pas.

Roland. — La résolution du S.I. permet la discussion. Donc, je crois que si dans cet état de scission, nous avons été amenés à discuter ensemble, c'est un pas en avant. Mais il faut voir maintenant qui veut réellement l'unification des bolcheviks-léninistes. Il y a deux points à soulever : 1° Il faut une convocation des Comités centraux des deux partis. 2° Une participation adéquate à la direction, avez-vous dit ? Qu'est-ce que cela veut dire ? Pensez la question de l'Espagne ; l'importance de ce qu'y a fait la scission. L'Espagne eût dû servir d'exemple. Ici le cas Molinier. En Espagne, le cas Fosco. Vous n'avez pas convoqué Fosco ni ne l'avez laissé s'expliquer politiquement. Wolf a été assassiné, Molinier aussi, Tosca aussi. J'ai posé la question : qui les a assassinés, et ils l'ont été par la faute de qui ? Le problème du Guépéou se pose aujourd'hui dans les organisations bolcheviques-léninistes. Nous avons démontré que cela était l'œuvre du Guépéou.

Il fallait entrer au P.O.U.M. Le S.I. s'y est opposé. Nous avons travaillé pour amener les camarades dans les milices ouvrières. Le S.I. a fait démissionner de ces milices. Le P.O.I. a fait courir le bruit que le P.O.U.M. voulait faire fusiller les bolcheviks-léninistes et que le camarade Fosco voulait faire cela. Vous vou-

Problemes de construction de la IV^e Internationale

lez et pouvez obtenir cette satisfaction que le P.C.I. entre au P.O.I., mais par là vous ne réaliserez pas une unification des bolcheviks-léninistes. Nous sommes disposés à faire l'unification, mais ni à répéter l'expérience espagnole, ni l'expérience française passée. Nous ne défendons pas la politique du R.S.A.P., mais nous devons discuter ce qui se passe là-bas, nous ne sommes pas des Français, nous sommes des internationalistes ; il ne suffit pas de dire : « le S.I. a pris une résolution là-dessus », il faut que ces problèmes soient discutés par tous. Il faut discuter aussi la politique belge. Nous ne sommes pas absolument d'accord politiquement avec Vereecken, mais nous devons discuter tous cette question belge. Il faut venir à toutes les accusations calomnieuses et les discuter. Autrement, on ne réalisera pas une unification durable.

Trocenlo. — Il faut examiner des cas personnels qui existent. L'expérience qu'on vient de faire montre que le P.C.I. a mené une lutte pour les idées bolcheviks-léninistes, on ne peut le nier. La démocratie prolétarienne exige une réunion commune des camarades P.O.I. et P.C.I., où on discute toute l'expérience passée, le travail fait des deux côtés. J'avais fait une expérience à l'usine Citroën, où il y a eu grève en mars. Vous savez la lutte menée contre les bolcheviks-léninistes dans les usines. Or, malgré ces campagnes, nous avons obtenu des voix chez Citroën. Cela démontre qu'il y avait eu un travail de fait qui comptait. L'unification doit être faite sur les bases de la démocratie prolétarienne. Si vous voulez faire l'unification sur la base de ce texte que vous nous présentez-là, cela se présente je crois très mal. Rappel de ce meeting du P.C.I. à la Mutualité, en mars, ou le P.O.I., au lieu de venir discuter ses positions politiques dans la situation en cours, les grèves, est venu faire une diversion et déverser des calomnies sur le P.C.I. devant les ouvriers appelés au meeting. C'était la volonté de destruction de ce travail fait par nous dans les usines. Nous ne voulons plus voir cela. Nous voulons préserver notre travail.

Trent. — Nous voulons entendre ce que les deux côtés désirent. Vous avez écrit une lettre au S.I. demandant l'adhésion à la IV^e. Vous avez demandé quelles seraient à notre avis les conditions d'adhésion ; vous l'avez demandé verbalement. Le S.I. vous a répondu par cette résolution quelles étaient les conditions. Nous comprenons complètement l'importance de la discussion. Mais il s'agit ici d'une action. Les conditions posées dans la résolution sont, à notre avis, raisonnables. Si vous le pensez aussi, dites-le et dites quels points ne le sont pas. Nous sommes prêts à discuter n'importe quel point. Des discussions générales n'ont aucun intérêt maintenant. Il y a un procès américain : il ne faut pas courir après l'autobus quand on l'a déjà rattrapé. Vous avez demandé à être admis : c'est fait. Les discussions doivent se passer dans le cadre de l'organisation unifiée. Je ne crois pas que vos divergences soient, en France, plus profondes que les nôtres en Amérique à l'intérieur de notre parti américain. Je rellis le point 5 : Les membres actuels du P.C.I. peuvent participer à la Conférence nationale française et à sa préparation. Et vous aurez droit à une participation à la délégation. Vous vous autres, c'est une protection, si tant est que vous en ayez besoin d'une et qu'elle soit nécessaire. Je crois que les discussions d'aujourd'hui doivent être plus concrètes, dire si vous êtes d'accord ou non avec ce que nous demandons. Si l'on est d'accord, vous signez et nous ferons un front unique contre n'importe qui s'opposerait à l'unification de n'importe quel côté.

Moliné. — Nous avons une expérience politique qui ne date pas d'aujourd'hui. Pour la suite de nos pourparlers, il serait bon que vous nous considériez comme des révolutionnaires et qu'ainsi un certain nombre de « petites choses » soient évitées (allusion à la « protection » promise). Nous ne sommes, aujourd'hui, capables de dire non à aucune des conditions posées dans cette résolution. Nous vous demandons, préalablement à la réalisation de ces conditions, que nous discutons en commun tous ces points-là. Nous voulons voir si dans la vie ces conditions seront progressives. De toutes les façons dont on peut faire en France une organisation bolchevik-léniniste unifiée, nous n'en rejetons aucune. Mais nous voulons examiner si on peut les réaliser sans qu'il y ait de nouvelles crises. Écartez de nous l'idée de manœuvres destinées à gagner du temps. Nous ne vous demandons pas de nous croire, la confiance est une chose inutile pour des révolutionnaires, nous vous demandons seulement de contrôler cela, par une réunion commune où ce rôle de médiateurs que vous dites vouloir jouer, pourra jouer complètement. Nous acceptons toutes les possibilités qui sont progressives.

Legrand déclare : Ce n'est pas de la discussion, c'est de l'action qu'il faut.

Moliné. — L'action consiste ici à faire l'unification. La manière d'unifier n'est pas importante en soi ; mais il est important que l'unification soit réelle et qu'il y ait la possibilité d'un travail commun. Il s'agit de liquider la scission, et non pas de liquider le P.C.I. ni le P.O.I. Les noms et titres d'organisations nous im-

portent peu. La forme de liquidation de la scission, nous l'accepterons bien volontiers. L'important est de parer pour l'avenir à ce que la scission ne se reproduise pas quelques jours ou quelque temps après. Hors mon cas qui a été décidé par une Conférence Internationale (dont c'est la seule décision qui, je crois, ait été appliquée), si, lors des premières réunions du parti unifié, un camarade est éliminé comme maître-chanteur, un autre, Pierre Frank, par exemple, comme camarade « corrompu », etc., il n'y aura aucune possibilité de travail commun ni de vie commune. Conclusion : Nous nous refusons à toute forme d'élimination. Nous demandons, sur l'unification, une réunion commune des deux C.C. Par exemple, pour le cas Moliné, d'après votre hypothèse, Moliné n'est plus membre de l'organisation unifiée. Admettons pour un instant cette hypothèse. Mais, en supposant que nous acceptions cette élimination, nous ne saurions en tous cas jamais accepter une certaine manière d'éliminer par la calomnie, etc., qui créerait inévitablement des frictions dans le parti unifié.

Trent. — D'abord, pour nous, au S.I., c'est une chose très simple, l'unification, plus simple que vous ne vous le représentez. Il s'agit que tous les camarades entrent dans l'organisation, comme membres réguliers, avec tous les droits et privilèges, sans stage supérieur et sans stage inférieur. Il ne s'agit ni d'avoir de citoyens de deuxième classe. Sur la question de représentation « adéquate » : en fonction de la situation politique, et non pas numérique. Je ne sais pas combien vous avez d'adhérents. Pour le moment, cela ne m'intéresse pas. Le contrôle des effectifs sera fait en même temps qu'on règlera les autres détails. Tout l'acquis des deux organisations, travail, journaux, etc., sera mêlé dans un même creuset, et tout deviendra propriété de l'organisation unifiée. Représentation adéquate : il s'agit dans l'avenir, pour nous, d'avoir une majorité de camarades du P.O.I. dans la direction du parti unifié. Car nous voulons une continuité dans la direction et dans sa politique. Il ne s'agit naturellement pas nous nous d'une garantie dans l'éternité, mais pour la période proche. Mais le P.C.I. aura une représentation à tous les échelons, afin que les camarades venant du P.C.I. puissent exposer leurs points de vue, soit sur les questions politiques, soit sur les questions personnelles, n'importe où et n'importe quand. Les questions numériques sont pour l'instant un détail. La IV^e Internationale n'est plus comme avant. Nous voulons la constituer sur une base centralisée, avec des sections nationales subordonnées au Conseil exécutif de la IV^e. Et en même temps, nous voulons protéger les droits individuels de chaque camarade dans chaque organisation nationale. Les cas personnels n'ont aucun intérêt pour l'instant. Nous parlons pour la IV^e dont le P.O.I. est la section française, soumise à l'Internationale. Que peuvent nous apporter des discussions préalables ? Il faut des discussions normales à l'intérieur d'une organisation unifiée. On discute, on ne chasse pas. Dans le P.O.I., par exemple, il y a des situations semblables, des divergences aussi, on ne chasse pas les camarades. Dit pour le cas Vereecken, dit pour l'expérience espagnole. Le cas Fosco n'a pas été posé par nous ici. Seul le cas Moliné a

été posé ici par nous. Il faut faire l'unification dans les meilleures conditions possibles, mais on ne peut donner aucune garantie pour l'avenir. C'est seulement ainsi que l'on pourra avoir des discussions fructueuses. Moliné a soulevé la possibilité d'une exclusion de masse, huit jours après. Oul, c'est toujours possible. Mais je suis contre ces exclusions de masse et même contre des exclusions individuelles. Un premier moyen, c'est de discuter d'une telle manière, avec un tel esprit d'exaspération qu'on aboutit nolens volens à une scission ou à une expulsion en masse, ce qui est pareil. Un deuxième moyen, c'est de discuter pour clarifier, pour mettre l'organisation unifiée dans la bonne voie. Dans cette organisation unifiée, si des camarades menaient des discussions telles qu'elles ne peuvent aboutir qu'à une scission, le S.I. ferait bloc avec les autres camarades pour les écraser politiquement. Si, d'autre part, il y a des camarades qui empêchent la discussion nécessaire, ou qui veulent exclure des camarades en masse, nous ferons bloc avec les camarades qui seraient victimes de ces méthodes pour écraser les autres. Peut-être la démocratie intérieure manque-t-elle... Je peux mener toutes les discussions si vous voulez, mais ça n'aboutirait pas à grand chose. Mais dans l'organisation unifiée, vous avez toutes les possibilités d'une intervention résolue du S.I. pour rétablir ce qui serait nécessaire. L'exemple donné par Moliné, si la « Lutte Ouvrière » commençait, par exemple, ou « recommandait » des luttes calomnieuses contre Moliné par exemple, les camarades réagiraient, dit-il. Non, on n'aura pas d'intérêt pour des cas personnels, et ce cas personnel ne fera pas de bruit.

Legrand. — Je suis prêt à protéger les camarades du P.C.I. contre des représailles ou mesures disciplinaires pour des faits antérieurs.

G. Busson. — Vous avez demandé l'adhésion à la IV^e, dont vous connaissez les principes fondamentaux et les décisions. Donc, vos divergences sont considérées comme des divergences dans le cadre de l'Internationale. Voici notre réponse et nos propositions à votre demande. Il est naturel, après cela, d'arriver à une rencontre entre les deux organisations. C'est nous-mêmes qui le demandons à la direction du P.O.I., ce n'est pas vous seulement qui le demandez. Nous ne pouvons même pas régler cela au S.I. Il doit donc y avoir une rencontre des deux directions afin de régler toutes les questions pratiques de l'unification. Quant aux divergences politiques ou personnelles, elles seront liquidées au sein de l'organisation unifiée. Nous ne pouvons ni vous donner des « garanties », ni vous en demander. Vous ne savez vous-mêmes pas ce que vous ferez après l'unification. Pour la question de savoir si vos droits vous seront accordés et seront respectés ou non, vous luttez. Nous sommes tous ici de vieux camarades, rompus aux luttes, et nous savons tous qu'il n'y a pas de garanties « morales » que l'on puisse donner d'avance ; il faut toujours lutter pour l'application des statuts.

Maubras. — La force avec laquelle vous avez dit que le S.I. interviendrait si c'était nécessaire, montre que vous sentez que ces difficultés commenceront d'exister dans l'organisation unifiée. Mais regardez, moi, par exemple, qui n'ai jamais été dans l'ancienne organisation unifiée, qui n'ai adhéré directement, après la scission, au P.C.I., sachant que le P.O.I. existait et le connaissant, croyez-vous que je pourrais ainsi adhérer aujourd'hui au P.O.I. sans discussion ni rien ?

Trent. — Après signature des accords, vous aurez le droit de participer à la Conférence nationale qui doit avoir lieu.

Lebrun. — Vous n'avez donné aucuns nouveaux arguments. Les divergences ne sont pas fondamentales, puisque vous demandez à adhérer. Il faut trancher ce point-là, l'adhésion. Le reste, ce sont des questions concrètes, qu'on règlera par la suite.

Roland demande une suspension de séance afin que les camarades du P.C.I. se concertent entre eux.

Séance suspendue. Les camarades du P.C.I. se retiennent dans une autre salle.

La séance est à nouveau ouverte (avec les mêmes présents).

Moliné. — Contrairement à ce que vous semblez penser, nous avons l'intention de liquider la scission. Il s'agit ici d'un engagement personnel. Nous demandons à Legrand et voulons qu'il précise ce qu'il a dit précédemment, que le S.I. s'opposerait à toutes exclusions pour faits antérieurs.

Trent. — Nous ne pouvons pas nous y engager comme délégation, mais à titre personnel, nous pouvons voir la question.

Trent rédige un texte qu'il remet aux délégués du P.C.I., texte qui constitue, précise le camarade Busson, un engagement de la délégation qui se trouve ici.

Texte de Trent. — Once the resolution of the I.S., accepted by the P.C.I., the I.S. declares itself opposed to the taking of disciplinary measures against any comrade on the basis of the past disputes. 18-9-38. Signé par Legrand, Trent, G. Busson et Lebrun, avec la traduction suivante : « Une fois la résolution du S.I. acceptée par le P.C.I., le S.I. déclare qu'il s'oppose à ce qu'il soit pris des mesures disciplinaires contre aucun camarade sur les bases des disputes passées. »

Roland. — Si la résolution du S.I. était signée, nous serions donc déjà adhérents à la IV^e. Or, nous ne sommes pas encore adhérents. Donc, avant d'adhérer, nous devons opérer l'exclusion de Moliné ? Or, continue Roland, Moliné est membre de la direction du P.C.I. Donc, nous ne pouvons pas opérer son exclusion ainsi ici. Je vois cependant une voie ouverte encore dans cette résolution : Si vous pouvez déclarer que la voie est ouverte sur ce point en litige, nous sommes prêts, à titre personnel, à signer votre résolution.

L'affaire Klément

Nous ne voulons pas réserver trop de place aux mensonges et aux infamies de la « Lutte Ouvrière » concernant la camarade Jeanne Martin (Pallières).

Nous observons simplement que la « Lutte Ouvrière » déclare que Jeanne Martin n'a fait aucun communiqué à la presse pour contredire les allégations mensongères de cette dernière sur ses déclarations concernant le cas Klément. Or, les rédacteurs de la « Lutte Ouvrière » savent fort bien que Jeanne Martin, le jour même où paraissent ces informations, envoya à la presse un démenti.

Il n'est pas sans intérêt que nous citions ici, à ce sujet, une revue, la « Révolution prolétarienne », avec laquelle nous sommes en complet désaccord quant à l'orientation politique, mais qui, sur cette question, s'exprime ainsi :

La déposition de Pallières.

Publiée par les journaux le 1^{er} septembre, au moment où, après deux reconnaissances formelles du cadavre décapité de Meulan, l'enquête paraissait devoir s'orienter sur l'enlèvement de l'ancien secrétaire de Trotski, cette déposition servit à torpiller l'affaire. L'amie de Léon Sédov ne reconnaissait pas la dépouille, telle fut la note donnée par toute la presse. Nous apprenons que Mlle Jeanne de Pallières a en réalité constaté, elle aussi, la grande ressemblance des mains de l'assassiné de Meulan et de celles de Klément. Elle a adressé à la presse une lettre rectificative, protestant contre l'interprétation plus que tendancieuse donnée à son témoignage ; mais cette lettre n'a été publiée nulle part...
(« Révolution prolétarienne ».)

Dans la misérable polémique de la « L. O. » contre notre camarade Martin, ce leit-motiv : « De quoi cette dame se mêlait-elle ? » revient à chaque phrase. La compagnie de Léon Sédov, assassiné par le Guépéou, n'aurait-elle pas comme devoir de poursuivre l'enquête sur la mort de Léon Sédov à travers les nouvelles provocations stalinienne ?